



Assurance Incendie Agricole

Conditions générales >

REF. VIV 283/I2-2024

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Avant-propos

Chez Vivium, ensemble c'est sûr. Vos garanties sont décrites dans les présentes conditions générales, elles-mêmes complétées par les conditions particulières. Ces deux textes ont été rédigés dans le but de vous fournir un support transparent. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une matière difficile, nous avons donc fait le maximum pour rendre le texte le plus lisible possible tout en respectant les dispositions légales.

Les conditions générales se divisent en 11 volets.

I. Assistance Urgente

II. Chapitre I - Dispositions communes

III. Chapitre II - Garanties de base

IV. Chapitre III - Catastrophes naturelles

V. Chapitre IV - Garanties optionnelles

VI. Chapitre V - Garanties complémentaires et dommages indirects

VII. Chapitre VI - Les montants à assurer et l'indexation des montants

VIII. Chapitre VII - Règlement des sinistres

IX. Chapitre VIII – Dispositions administratives

X. Chapitre IX - Coassurance

XI. Lexique

Nous vous remercions pour votre confiance.

Vivium, marque de P&V Assurances SC

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Sommaire

Avant-propos	2
ASSISTANCE URGENTE.....	5
Article 1 – Qu’est-ce que VIVIUM Assistance ?	5
Article 2 – Dans quels cas les assurés peuvent-ils faire appel à VIVIUM Assistance ?	5
Article 3 – Quelles sont les prestations de VIVIUM Assistance ?	5
Article 4 – Dans quels cas l’Assistance Urgente n’intervient-elle pas ?	7
Article 5 – Modalités d’intervention de l’Assistance Urgente.....	7
Article 6 – Organisation de l’Assistance Urgente	7
L’ASSURANCE DES BIENS.....	8
CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES.....	8
Article 7 - Quel est l’objet de cette assurance ?	8
Article 8 – Quels dommages ne sont pas indemnisés ?	8
Article 9 – Quels sont les biens assurés ?	8
Article 10 – Définitions	9
Article 11 – Où l’assurance est-elle valable ?	10
CHAPITRE II – GARANTIES DE BASE.....	13
Article 12 – Incendie.....	13
Article 13 – L’action directe de la foudre sur les biens assurés	13
Article 14 – L’explosion	13
Article 15 – Implosion	13
Article 16 – La fumée et la suie	13
Article 17 – <i>Heurt</i>	14
Article 18 – Les dégradations immobilières - Le vol de parties du bâtiment.....	14
Article 19 – L’action directe de l’électricité	15
Article 20 - La <i>tempête</i> , la <i>grêle</i> , la <i>pression de la neige et de la glace</i>	15
Article 21 – Le bris de vitres, glaces, miroirs	16
Article 22 – Dégâts des eaux.....	17
Article 23 – Dégâts dus au mazout.....	18
Article 24 – Responsabilité civile bâtiment	19
Article 25 – Recours des <i>tiers</i>	21
Article 26 – Les <i>conflits du travail</i> et attentats.....	21
CHAPITRE III – CATASTROPHES NATURELLES.....	24
Article 27 – Catastrophes naturelles.....	24
CHAPITRE 4 – GARANTIES OPTIONNELLES	26
Article 28 – Vol et <i>vandalisme</i> du contenu.....	26
Article 29 – Les pertes indirectes	28
Article 30 – Pertes d’exploitation	28
Article 31 – Protection juridique.....	32
CHAPITRE V – GARANTIES COMPLEMENTAIRES ET DOMMAGES INDIRECTS	37

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d’assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Article 32 – Frais de sauvetage et autres frais	37
Article 33 – Chômage immobilier	38
Article 34 – Recours des locataires ou occupants.....	38
Article 35 – Frais d'expertise	38
Article 36 – Accident mortel et frais médicaux.....	39
Article 37 - Dégâts indirects.....	39
CHAPITRE VI – LES MONTANTS A ASSURER ET L'INDEXATION DES MONTANTS.....	40
Article 38 – Quels montants faut-il assurer ?.....	40
Article 39 - L'indexation automatique des montants	41
CHAPITRE VII – REGLEMENT DES SINISTRES	42
Article 40 – Obligations de l'assuré.....	42
Article 41 – Direction du litige	42
Article 42 - Calcul de l'indemnité.....	42
Article 43 - Modalités et délais de paiement de l'indemnité	44
Article 44 - Recours.....	46
CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	47
Article 45 - Prise d'effet et durée du contrat.....	47
Article 46 - Obligation d'information du <i>preneur d'assurance</i>	47
Article 47 - Paiement de la prime.....	47
Article 48 - Modification des conditions tarifaires.....	47
Article 49 - Inopposabilité de certaines actions.....	47
Article 50 - Engagements pris par l'intermédiaire	48
Article 51 – Résiliation du contrat.....	48
Article 52 - Hiérarchie des dispositions du contrat	49
Article 53 - Domicile, communications et notifications	49
Article 54 - Législation d'application et juridiction compétente.....	49
Article 55 - Transfert de propriété, décès et faillite.....	49
CHAPITRE IX – COASSURANCE	50
LEXIQUE.....	51

Vous pouvez trouver dans le lexique la définition des mots écrits en *italique* dans les conditions générales

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

VIVIUM Assurance Incendie Agricole

ASSISTANCE URGENTE

Article 1 – Qu'est-ce que VIVIUM Assistance ?

Les *assurés* peuvent faire appel à VIVIUM Assistance, 24h sur 24, 7 jours sur 7, au numéro 02 406 30 00, lorsqu'ils sont confrontés à une des situations décrites à l'article 2 dans le bâtiment désigné, c'est-à-dire le bâtiment se trouvant à l'adresse indiquée aux conditions particulières.

Article 2 – Dans quels cas les *assurés* peuvent-ils faire appel à VIVIUM Assistance ?

- 2.1. Lorsque les *assurés* ne peuvent plus demeurer décemment dans ce bâtiment suite à un *sinistre* résultant d'un incendie, de la foudre, l'explosion, l'implosion, la fumée ou la suie, le *heurt*, les dégâts d'effraction ou le *vandalisme* au bâtiment ou le vol de parties du bâtiment, l'action de l'électricité, la *tempête*, la grêle, la *pression de la neige ou de la glace*, le bris de vitrages, les dégâts d'eau, les dégâts dus au mazout, le *tremblement de terre*, le *glissement ou affaissement de terrain*, l'*inondation*, le *débordement ou refoulement d'égouts publics*, les *conflits du travail* et *attentats*, le vol ou le *vandalisme* du contenu.
- 2.2. Lorsque les *assurés* ne peuvent plus demeurer décemment dans ce bâtiment suite à un autre événement perturbateur sérieux, survenant inopinément au bâtiment et nécessitant une intervention dans les meilleurs délais.

Si les clés de la porte extérieure du bâtiment désigné ont été volées ou si le *preneur d'assurance* ne peut plus pénétrer dans son *habitation* ou en sortir (suite par exemple au bris de la clé, à un oubli de clés...), VIVIUM Assistance organise et prend en charge les frais de déplacement d'un serrurier ainsi que les frais de la main d'œuvre relative au remplacement de serrures. Le prix des serrures reste cependant à charge des *assurés*.

Article 3 – Quelles sont les prestations de VIVIUM Assistance ?

3.1. L'envoi de réparateurs sur place

En cas d'urgence, afin de permettre aux *assurés* de demeurer dans le bâtiment ou d'y exploiter l'activité mentionnée aux conditions particulières et de prendre les mesures conservatoires indispensables, VIVIUM Assistance organise le déplacement, dans les meilleurs délais, de réparateurs agréés dans les secteurs d'activité suivants : plomberie, chauffage, serrurerie, électricité, menuiserie, vitrerie, maçonnerie, couverture et nettoyage.

Les frais de déplacement et la première heure de main-d'œuvre de ces réparateurs sont également pris en charge par VIVIUM Assistance.

Lorsque l'assistance est mise en œuvre dans le cadre d'un sinistre, les travaux d'urgence seront facturés au *preneur d'assurance* par les réparateurs (sauf les frais de déplacement et la première heure de main-d'œuvre), mais ils lui seront remboursés sur présentation des factures dans la mesure où il s'agit d'un sinistre couvert par le présent contrat.

Lorsque l'assistance est mise en œuvre dans le cadre d'un incident visé à l'article 2.2, les réparations et les fournitures demeurent toujours à charge des *assurés* (sauf les frais de déplacement et la première heure de main-d'œuvre).

3.2. L'organisation et la prise en charge des prestations suivantes lorsque l'assistance est demandée dans le cadre d'un *sinistre* couvert

- Retour d'urgence au bâtiment endommagé

En cas d'absence ou d'incapacité de l'entourage du *preneur d'assurance* à prendre les dispositions nécessaires, si la présence immédiate du *preneur d'assurance* s'avère indispensable, VIVIUM Assistance organise et prend en charge le

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

retour au bâtiment endommagé en train 1^{ère} classe, avion classe économique, ou par tout autre moyen approprié. Dans l'hypothèse où le *preneur d'assurance* se trouve dans l'obligation de retourner sur son lieu de séjour pour aller rechercher des passagers ou son véhicule ou pour poursuivre son séjour, de la même façon, VIVIUM Assistance prend en charge les frais de transport jusqu'au lieu de séjour.

- **Gardiennage**

Si, malgré la mise en œuvre de mesures conservatoires, le bâtiment doit faire l'objet d'une surveillance afin de préserver les biens restés sur place, VIVIUM Assistance organise et prend en charge le gardiennage de celui-ci pendant une période maximale de 48 heures.

- **Vêtements et objets de toilette de première nécessité**

Si les vêtements et objets de toilette de première nécessité des *assurés* ont été détruits, VIVIUM Assistance leur permet de s'en procurer de nouveaux à concurrence de 750 EUR (non indexés) par *sinistre*.

- **Hébergement provisoire**

Lorsque la partie à usage d'*habitation* du bâtiment est devenu inhabitable, VIVIUM Assistance organise et prend en charge l'hébergement provisoire des *assurés* (y compris le petit déjeuner), pendant une période maximale de 5 nuits, dans un hôtel de confort équivalent à la norme « deux étoiles ». Si besoin est, VIVIUM Assistance organise et prend en charge le premier transport vers l'hôtel.

- **Transfert provisoire du mobilier et frais de garde-meuble**

S'il devient nécessaire d'entreposer rapidement une partie du mobilier afin de le préserver, VIVIUM Assistance organise et prend en charge le transfert de ces biens chez un garde-meuble ainsi que son retour au bâtiment désigné. VIVIUM Assistance prend en charge leur gardiennage pendant une période maximale de 30 jours.

- **Déménagement**

Lorsque la partie à usage d'*habitation* du bâtiment est devenu inhabitable, VIVIUM Assistance organise et prend en charge le déménagement du mobilier jusqu'au nouveau lieu de résidence en Belgique, dans une période maximale de 30 jours suivant le *sinistre*.

- **Avance de fonds**

Lorsque les *assurés* sont démunis de moyens financiers immédiats, VIVIUM Assistance peut leur consentir une avance de fonds remboursable dans un délai de 30 jours. En cas de *sinistre* couvert par le présent contrat, cette avance - pour autant qu'elle n'ait pas été remboursée - sera considérée comme un acompte sur l'indemnité due.

- **Prise en charge des enfants de moins de 18 ans et des assurés dépendants**

En cas de nécessité, VIVIUM Assistance organise et prend en charge la garde des enfants de moins de 18 ans et des *assurés* majeurs dépendants vivant au foyer du *preneur d'assurance* pendant une période maximale de 7 jours après le *sinistre*. En cas de nécessité, VIVIUM Assistance organise et prend en charge le voyage aller-retour, en Belgique ou dans un pays limitrophe, des enfants de moins de 18 ans et d'un adulte les accompagnant, auprès de proches susceptibles de les accueillir (en train 1^{ère} classe ou par tout autre moyen approprié).

En cas d'indisponibilité de tout accompagnateur, VIVIUM Assistance organise et prend en charge la mise à disposition d'un de ses prestataires afin de remplir cette mission.

- **Prise en charge des chiens et des chats**

Si les chiens et les chats des *assurés* ne peuvent plus demeurer dans le bâtiment, VIVIUM Assistance organise et prend en charge leur transport et leur garde en pension animalière pendant une période maximale de 30 jours.

- **Transmission des messages urgents**

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

En cas de nécessité, VIVIUM Assistance se charge de transmettre des messages urgents à des proches du *preneur d'assurance*.

- **Assistance psychologique**

En cas d'événements traumatisants dans le bâtiment désigné, tels qu'incendie, cambriolage, décès, *attentat*, agression affectant un *assuré*, VIVIUM Assistance le met en relation avec un psychologue qui pourra selon les cas organiser un ou plusieurs entretiens individuels ou rencontres de groupe.

Cette garantie peut être accordée à concurrence de 5 entretiens et rencontres.

Article 4 – Dans quels cas l'Assistance Urgente n'intervient-elle pas ?

L'Assistance Urgente n'intervient pas :

- en cas de dommages dans les caravanes ;
- en cas de dommages aux appareils électroménagers ou audiovisuels, sauf s'ils constituent des marchandises.

Article 5 – Modalités d'intervention de l'Assistance Urgente

- VIVIUM Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux interventions des services publics d'urgence.
- VIVIUM Assistance ne participe pas après coup aux dépenses engagées d'initiative par le *preneur d'assurance*, sauf si ces dépenses sont faites en bon père de famille.
- VIVIUM Assistance ne peut être tenue responsable de la non-exécution de l'une de ses obligations en cas de force majeure ou cas fortuit et dans tous les cas empêchant l'exécution des prestations garanties, notamment en cas de *grève*, d'*émeute*, de *mouvement populaire*, de représailles, de restriction à la libre circulation, de sabotage, de *terrorisme*, d'état de belligérance, de guerre civile ou étrangère, de catastrophes naturelles ou d'intempéries, de conséquences de fission ou de fusion d'atome.
- Lorsque VIVIUM Assistance a effectué une prestation, elle est subrogée à concurrence des sommes engagées, dans tous les droits et actions des *assurés* contre les *tiers* responsables.
- S'il s'agit d'un *sinistre* couvert, le coût des prestations d'assistance constituera le cas échéant un acompte sur l'indemnité due.
- L'intervention dans le cadre de VIVIUM Assistance ne préjuge en rien de la prise en charge du *sinistre*.

Article 6 – Organisation de l'Assistance Urgente

L'organisation de l'Assistance Habitation est confiée au service VIVIUM Assistance, constitué à cet effet au sein d'IMA Benelux, dont le siège est situé au Parc d'Affaires Zénobe Gramme, Square des Conduites d'Eau, 11-12 à 4020 LIEGE.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES

Article 7 - Quel est l'objet de cette assurance ?

Conformément aux dispositions contractuelles, la *compagnie* indemnise :

- les dégâts matériels causés aux biens assurés, en qualité de propriétaire, locataire ou occupant. Dans ce dernier cas, la *compagnie* couvre la *responsabilité locative* fixée par les articles 1732, 1733 et 1735 de l'ancien Code Civil (ou par des dispositions régionales analogues en matière de bail) ou la *responsabilité d'occupant* fixée par l'article 1302 de l'ancien Code Civil ;
- les responsabilités décrites dans les garanties « Responsabilité civile bâtiment », « Recours des tiers », ainsi que dans le chapitre « Garanties complémentaires et dommages indirects » ;
- les frais et les pertes décrit(e)s dans les garanties souscrites, ainsi que dans le chapitre « Garanties complémentaires et dommages indirects ».

Article 8 – Quels dommages ne sont pas indemnisés ?

La *compagnie* n'indemnise jamais les dommages :

- existant avant la prise d'effet de la garantie concernée ;
- causés intentionnellement par un *assuré* ou dont il est complice ;
- aux bâtiments délabrés ou destinés à la démolition, ainsi que les dommages provoqués par ces bâtiments ;
- se rattachant directement ou indirectement :
 - au non-respect des mesures de prévention requises par la *compagnie* pour autant qu'il existe un lien causal entre les dommages et le non-respect de ces mesures de prévention ;
 - à la guerre, la guerre civile, la confiscation, la nationalisation, la réquisition ou aux ordres, donnés dans un tel contexte, de quelque gouvernement ou autorité que ce soit ;
 - à la présence ou à la dispersion de l'amiante sous quelle que forme que ce soit ;
 - à la *pollution environnementale*, à l'exception de ce qui est éventuellement couvert dans la garantie « L'eau », « Le mazout » et dans la garantie « Responsabilité civile bâtiment » ;
 - aux catastrophes naturelles, à l'exception de ce qui est éventuellement couvert dans la garantie « Catastrophes naturelles » ou dans les conditions particulières ;
 - à des armes ou des engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
 - à tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou à toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire* ;
 - à toute source de rayonnements ionisants, en particulier tout radio-isotope, utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'*assuré* ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage*.

*Les deux dernières exclusions ne sont pas d'application dans le cadre de la garantie *Terrorisme*.

Article 9 – Quels sont les biens assurés ?

Les biens suivants sont assurés, s'il en est fait mention aux conditions particulières :

- le bâtiment ;
- les aménagements et embellissements ;
- le contenu.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Article 10 – Définitions

10.1. Le bâtiment

Par bâtiment, il faut entendre toutes les constructions, séparées ou non, qui se trouvent à l'adresse indiquée aux conditions particulières, y compris les *annexes* et *dépendances*.

Sauf si précisé aux conditions particulières, l'*habitation* et le *bâtiment principal* ne peuvent pas être un chalet en bois, une caravane ou une tente.

Le bâtiment comprend également :

- toutes les clôtures, y compris celles constituées de plantations, les cours, les terrasses et les *accès privés* ;
- les biens fixés à demeure par le propriétaire ;
- les installations photovoltaïques ancrés dans le sol ou sur des fondations ainsi que ceux placés et lestés sur un toit plat par l'installateur ;
- les stations de recharge ancrées dans le sol ou sur des fondations ;
- les matériaux et les biens présents sur le chantier, destinés à être incorporés ou placés dans le bâtiment.

Le bâtiment ne peut servir que pour des activités agricoles, horticoles, d'élevage, de commerce de bétail, de viticulture, de centre équestre, comme *habitation* et/ou comme bureau et/ou comme garage privé.

Les végétaux, en ce compris les *jardins* et pelouses, ne sont pas assurés, sauf s'ils forment une clôture.

10.2. Les aménagements et embellissements

Par aménagements et embellissements, il faut entendre les installations qui ne peuvent pas être détachées du bâtiment sans être détériorées ou sans détériorer le bâtiment ou une partie de celui-ci, telles que les cuisines équipées, les salles de bains installées, les raccordements, canalisations, compteurs, peintures, papiers peints, boiseries, faux plafonds, revêtements divers de murs, sols ou plafonds, etc.

Pour l'*assuré* propriétaire, les aménagements et embellissements sont considérés comme faisant partie du bâtiment lorsqu'ils ont été :

- exécutés à ses frais ;
- ou acquis d'un locataire ou occupant.

Pour l'*assuré* locataire ou occupant, les aménagements et embellissements sont considérés comme faisant partie du contenu lorsqu'ils ont été :

- exécutés à ses frais ;
- ou acquis d'un précédent locataire ou occupant.

10.3. Le contenu

Par contenu, il faut entendre l'ensemble des biens meubles appartenant ou confiés aux *assurés*, ainsi que les biens meubles appartenant à leurs *hôtes*.

Les *valeurs* sont couvertes jusqu'à un montant maximum de 2.871,23 EUR (par *sinistre*).

Le contenu comprend :

- le mobilier ;
- le matériel ;
- les marchandises ;
- les animaux autres que les *animaux domestiques*.

Le contenu ne comprend pas :

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- les exemplaires uniques et originaux de plans, modèles, documents, archives, bandes magnétiques et autres *supports d'information*;
- sauf s'il s'agit de marchandise ou de matériel, les moyens de transport motorisés d'une cylindrée supérieure à 50 cc ou ayant une puissance nominale continue maximale supérieure à 4 kW (à l'exception des tondeuses à gazon à usage privé), les caravanes (tractables), les remorques dont la Masse Maximale Autorisée est supérieure à 750 kg.

10.3.1. Le mobilier

Par mobilier, il faut entendre l'ensemble des biens meubles destinés à un usage privé, appartenant ou confiés aux assurés. A partir d'un montant assuré pour le mobilier de 64.602,74 EUR (non-indexé), la règle proportionnelle n'est pas d'application.

Les animaux domestiques font partie du mobilier.

10.3.2. Le matériel

Par matériel, il faut entendre l'ensemble des biens meubles destinés à un usage professionnel, y compris les machines agricoles, motorisées ou non, et le matériel roulant spécifiquement destiné au fonctionnement des activités agricoles décrites aux conditions particulières et utilisés exclusivement à cette fin, muni ou non d'une plaque d'immatriculation.

Les animaux et les marchandises ne font pas partie du matériel.

10.3.3. Les marchandises

Par marchandises, il faut entendre les stocks, matières premières, produits finis ou en cours de fabrication, emballages, déchets, bien reçus aux fins de travaux d'entretien ou de réparation.

Les animaux et le matériel ne font pas partie des marchandises.

10.3.4. Les animaux

Par animaux, il faut entendre :

- l'élevage ;
- les volailles ;
- les animaux destinés à la vente.

Le matériel et les marchandises ne font pas partie des animaux.

Article 11 – Où l'assurance est-elle valable ?

11.1. La compagnie accorde la couverture à l'adresse indiquée aux conditions particulières. Le contenu est couvert tant dans le bâtiment que dans les cours, terrasses, *accès privés, jardins* et terrains attenants, faisant partie du risque assuré.

Les marchandises, le matériel et les animaux sont assurés en tout lieu en Belgique et dans les pays limitrophes.

11.2. La compagnie accorde également, sans application de la règle proportionnelle, la couverture aux endroits mentionnés aux points A à G ci-après, dans le cadre des « Garanties de base » et de la garantie « Catastrophes naturelles ».

Les extensions reprises aux points A, B, E, F, G et H ne sont accordées que si le présent contrat couvre l'habitation de l'assuré.

A. Garage à usage personnel situé à une autre adresse

Lorsque l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant pour son usage personnel, d'un garage et/ou emplacement de parking situé à une autre adresse, la compagnie couvre :

- les dommages à ce garage et/ou à cet emplacement de parking ;

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- la *responsabilité locative* ou *d'occupant* de ce garage, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.250.000 EUR (par *sinistre*);
- les dommages au mobilier assuré se trouvant dans ce garage, jusqu'à concurrence d'un maximum de 4.091,51 EUR (par *sinistre*).

En tout, la *compagnie* ne couvre que 3 emplacements de parking et/ou de garage.

Les emplacements de parking et les garages ne peuvent pas être mis en location ou à disposition d'un *tiers*.

La garantie prévue à l'article 18 « Les dégradations immobilières à l'occasion d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de *vandalisme* (y compris les *graffiti*) ainsi que le vol de parties du bâtiment » n'est pas acquise.

B. Résidence de vacances ou déplacement temporaire du mobilier

La *compagnie* couvre, pendant une période de maximum 180 jours par année calendrier, partout dans le monde, dans le bâtiment où les *assurés* séjournent effectivement :

- leur *responsabilité locative* ou *d'occupant* d'une résidence de vacances louée temporairement, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.250.000 EUR (par *sinistre*) ;
- le mobilier assuré déplacé temporairement (= pas définitivement) et partiellement (= pas entièrement).

C. Déplacement temporaire du matériel, des animaux et des marchandises

La *compagnie* couvre le déplacement temporaire du matériel, des animaux et des marchandises assurés, à l'occasion d'une foire, d'une exposition, d'un séminaire ou d'un marché dans tout bâtiment ou chapiteau situé dans un pays membre de l'Union Européenne. Le matériel, les animaux et les marchandises restent assurés pendant leur transport dans le véhicule de l'*assuré* ou dans un véhicule qu'il utilise à l'occasion de ce déplacement.

D. En cas de déménagement

En cas de déménagement en Belgique, la garantie est d'application aux deux adresses pendant 120 jours à partir du déménagement.

Après ces 120 jours, la garantie n'est acquise qu'à la nouvelle adresse.

En cas de déménagement à l'étranger, la garantie cesse ses effets.

Dans le cas où le *preneur d'assurance* reste propriétaire du bâtiment assuré dans ce contrat, il doit le communiquer à la *compagnie*.

Le mobilier reste assuré pendant son transport dans le véhicule de l'*assuré* ou dans un véhicule qu'il utilise à l'occasion de ce déménagement.

E. Le logement d'étudiant

La *compagnie* couvre :

- jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.250.000 EUR (par *sinistre*), la *responsabilité locative* ou *d'occupant* d'un logement d'étudiant, partout dans le monde, en ce compris le contenu appartenant au propriétaire du logement d'étudiant, à condition que l'étudiant soit domicilié au foyer du *preneur d'assurance* ;
- le mobilier assuré se trouvant dans le logement d'étudiant.

F. Les locaux occupés à l'occasion d'une fête de famille (= fête qui est célébrée avec de la famille)

La *compagnie* couvre, partout dans le monde, la *responsabilité locative* ou *d'occupant* d'un bâtiment ou d'une tente, y compris leur contenu, pour autant qu'ils soient utilisés temporairement à l'occasion d'une fête de famille. La garantie est acquise jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.250.000 EUR (par *sinistre*).

Cette garantie n'est valable que pour les fêtes de famille organisées par le *preneur d'assurance* ou par une personne vivant à son foyer.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

G. Centre de soins résidentiels

La *compagnie* couvre les dégâts au mobilier assuré, survenus dans la chambre ou l'appartement occupé par l'époux/l'épouse, le (la) cohabitant(e) légal(e) ou les ascendants du *preneur d'assurance* (et qui cohabitaient précédemment avec lui) dans un centre de soins résidentiels en Belgique.

H. La résidence de remplacement

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert rendant l'*habitation* inhabitable, l'assuré est locataire ou occupant d'une résidence de remplacement en Belgique, la compagnie couvre sa *responsabilité locative ou d'occupant* pour cette résidence et ce pendant la période normale de reconstruction de l'*habitation*. La garantie est acquise jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.250.000 EUR (par *sinistre*).

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE II – GARANTIES DE BASE

Article 12 – Incendie

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par l'incendie.

Sauf les dommages :

- causés aux objets tombés, jetés ou posés dans ou sur un *foyer* ;
- survenus sans embrasement (tels que les brûlures, les dommages causés par un excès de chaleur, par l'émanation, la projection ou la chute de combustibles) ;
- au contenu des séchoirs à chaud, fours, fumoirs, torréfacteurs et couveuses si le *sinistre* trouve son origine à l'intérieur de ces installations et appareils.

Article 13 – L'action directe de la foudre sur les biens assurés

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par l'action directe de la foudre sur ceux-ci.

Article 14 – L'explosion

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par l'explosion.

Sauf les dommages causés par l'explosion d'explosifs dont la présence dans le bâtiment assuré est inhérente à l'activité professionnelle qui y est exercée.

Sauf dans le cadre des extensions prévues à l'article 11.2. sous les points B, F et G, la *compagnie* indemnise également pour une conduite de gaz privée et fixe :

- les frais de détection de fuite sur cette conduite à l'adresse indiquée aux conditions particulières ;
- les frais de réparation ou de remplacement de la partie de cette conduite à l'origine de la fuite de gaz ;
- les frais nécessaires à l'ouverture des parois, des planchers, des plafonds, des cours, des terrasses et des *accès privés* pour réparer ou remplacer la partie de la conduite à l'origine de la fuite ainsi que les frais de démontage et de remontage des biens fixés à demeure (installations fixes de chauffage, cuisines et salles de bain équipées...) exposés dans le même but ;
- les frais nécessaires pour refermer les parois, les planchers, les cours, les terrasses et les *accès privés* avec des matériaux similaires ;
- les frais d'ouverture et de remise en état du *jardin* pour réparer les conduites qui ont été à l'origine du *sinistre*.

Ces frais sont remboursés même s'il n'y a pas de dommages au bâtiment ou au contenu assuré.

Article 15 – Implosion

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par l'implosion.

Article 16 – La fumée et la suie

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par le dégagement soudain, imprévu et anormal de fumée et de suie, dans le bâtiment.

Sauf les dommages causés par le feu ouvert.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Article 17 – Heurt

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par le *heurt*.

17.1. Ainsi que :

- les dommages causés par la chute de météorites ou par la chute d'appareils de navigation spatiale ou aérienne, ainsi que par les *objets* qui en tombent ou qui en sont projetés ;
- les frais réellement exposés pour la remise en état du *jardin* endommagé par un heurt, y compris le heurt causé par un animal.

17.2. Sauf les dommages :

- au bien, y compris les animaux, qui a causé le *heurt* ;
- au matériel roulant, motorisé ou non, spécifiquement destiné à l'exercice de l'activité mentionnée dans les conditions particulières et utilisé exclusivement à cette fin, muni ou non d'une plaque d'immatriculation ;
- aux animaux ;
- causés par un *assuré*, un locataire, un occupant, un *hôte* ou par un bien dont un *assuré*, un locataire, un occupant, ou un *hôte* est propriétaire ou détenteur.

Sont cependant couverts :

- les dommages causés par le *heurt* par un véhicule (ou son chargement), par un engin de chantier (ou son chargement) ou par un arbre ;
- les dommages causés au bâtiment assuré par le *heurt* par un animal.

17.3. Limites d'indemnité (par *sinistre*)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 7.500 EUR pour les dommages *aux enseignes* et *enseignes lumineuses* ;
- 21.534,25 EUR pour les frais de remise en état du *jardin* endommagé avec des jeunes plantes similaires (y compris les frais de déblaiement et les frais connexes).

Article 18 – Les dégradations immobilières - Le vol de parties du bâtiment

La *compagnie* indemnise les dégradations immobilières causées au bâtiment assuré à l'occasion d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de *vandalisme* (y compris les *graffiti*) ainsi que le vol de parties de ce bâtiment.

La *compagnie* indemnise également les dégradations immobilières causées au bâtiment assuré par l'intervention urgente des services de secours.

18.1. Sauf :

- le vol et/ou les dommages par ou avec la complicité d'un *assuré*, d'un locataire ou d'un occupant du bâtiment ou par une personne vivant à leur foyer ;
- le vol et/ou les dommages à un garage situé à une autre adresse ;
- le vol et/ou les dommages causés lorsque le bâtiment est en cours de construction, de démolition, de rénovation, de transformation ou de réparation et qu'il existe un lien causal entre ces travaux et le vol et/ou les dommages ;
- le vol et/ou les dommages causés si le bâtiment est inhabité ou inexploité depuis plus de 90 jours au moment du *sinistre* ;
- le vol et/ou les dommages commis sans effraction dans la partie des parties communes qui n'est accessible qu'à l'aide d'une clé, d'un code ou d'un dispositif similaire ;
- le vol et/ou les dommages au contenu.

18.2. Recours

Lorsque l'indemnité est payée au locataire ou à l'occupant, et que sa responsabilité n'est pas engagée, la *compagnie* se réserve le droit d'exercer un recours pour récupérer ses débours à l'encontre du propriétaire ou du bailleur.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

18.3. Limites d'indemnité (par *sinistre*)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 17.227,40 EUR ;
- 8.613,70 EUR pour les graffiti.

Ces limites d'indemnité ne sont pas d'application pour l'*habitation*.

Article 19 – L'action directe de l'électricité

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés qui sont la conséquence directe d'un court-circuit, d'une surcharge, d'une tension trop élevée ou d'une induction.

19.1. Ainsi que :

- les dommages aux denrées alimentaires à usage privé, contenues dans un congélateur ou un surgélateur, suite à un changement de température consécutif à un *sinistre* couvert. Ces dommages aux denrées alimentaires à usage privé sont également couverts s'ils sont consécutifs à une interruption accidentelle de la fourniture du courant par le fournisseur d'énergie ;
- les frais pour la recherche du défaut dans l'installation électrique à l'origine d'un *sinistre* couvert, ainsi que les frais en découlant, raisonnablement exposés, pour l'ouverture et la remise en état des parois, planchers, plafonds ;
- l'électrocution des *animaux domestiques*.

19.2. Sauf les dommages

- aux marchandises ;
- au matériel roulant, motorisé ou non, spécifiquement destiné à l'exercice de l'activité mentionnée dans les conditions particulières et utilisé exclusivement à cette fin, muni ou non d'une plaque d'immatriculation ;
- couverts par la garantie du fabricant ou de l'installateur.

19.3. Limites d'indemnité (par *sinistre*)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de 7.500 EUR pour les dommages aux *enseignes* et *enseignes lumineuses*.

Article 20 - La tempête, la grêle, la pression de la neige et de la glace

La *compagnie* indemnise les dommages causés aux biens assurés par la *tempête*, la *grêle*, la *pression de la neige* et de la *glace*.

20.1. Ainsi que :

- les dommages causés aux brise-vents à usage professionnel fixées à des structures ;
- les frais réels engagés pour la remise en état du *jardin* endommagé avec des jeunes plantes similaires.

20.2. Sauf les dommages :

- au contenu qui se trouve en plein air ; les dommages causés au mobilier qui se trouve en plein air sont couverts ;
- aux pare-soleils, tentes solaires, stores, marquises, auvents en toile, enceintes de terrasse, brise-vents et pergolas sauf s'ils sont ancrés ou fixés de façon permanente à l'*habitation* ou à des fondations ;
- causés par la *tempête* aux constructions pourvues d'une couverture provisoire, ainsi qu'à leur contenu éventuel. Les murs et les clôtures sont cependant couverts ;
- causés aux constructions dont les murs extérieurs sont constitués de *matériaux légers* pour plus de 50 % de leur surface, ou dont la couverture du toit est constituée de *matériaux légers* pour plus de 20 % de sa surface, ainsi qu'à leur contenu ;
- causés au bâtiment en cours de construction, démolition, rénovation, transformation ou réparation, lorsqu'il existe un lien causal entre ces travaux et les dommages. La garantie reste acquise si le bâtiment demeure habité ou exploité pendant les travaux de rénovation, transformation ou réparation ;

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- aux vitrages du bâtiment ;
- causés par la *tempête* au contenu éventuel des constructions qui ne sont pas ancrées ou fixés au sol ou à des fondations (sauf le mobilier) ;
- aux serres et châssis sur couche à usage professionnel, et leur contenu.

20.3. La *compagnie* prend également en charge les dommages aux biens assurés causés par des objets renversés ou projetés à cette occasion.

20.4. Limites d'indemnité (par *sinistre*)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 7.178,08 EUR pour les dommages au mobilier qui se trouve en plein air ;
- 14.356,16 EUR pour les dommages aux pare-soleil, tentes solaires, stores, marquises, auvents en toile, enceintes de terrasse, brise-vents et pergolas ancrés ou fixés de façon permanente à l'*habitation* ou à ses fondations ;
- 21.534,25 EUR pour les dommages pour la remise en état du *jardin* avec des jeunes plantes similaires (y compris les frais de déblaiement et coûts associés).

Article 21 – Le bris de vitres, glaces, miroirs

La *compagnie* indemnise le bris de vitres, glaces, miroirs, faisant partie des biens assurés.

21.1 Ainsi que :

- le bris de panneaux transparents ou translucides en matière synthétique/plastique ;
- les dommages causés par la condensation des vitrages isolants, pour autant que la garantie du fournisseur ou du fabricant soit épuisée. Chaque vitre endommagée est considérée comme un *sinistre* distinct ;
- le bris des panneaux solaires et capteurs solaires ;
- le bris des *enseignes et des enseignes lumineuses* ;
- le bris de vitraux d'art ;
- le bris de sanitaires ;
- le bris de plaques de cuisson vitrocéramiques ou à induction ;
- le bris des écrans de télévision, d'ordinateur et des écrans multimédias – à usage privé – pour autant que le diamètre de ces écrans soit d'au moins 11 pouces ;

qui font partie des biens assurés.

21.2 Ainsi que, après un *sinistre* couvert :

- les frais de renouvellement des inscriptions, peintures, décorations et gravures sur les biens endommagés ;
- les dégâts occasionnés par les éclats de verre aux biens assurés, sauf aux marchandises et aux animaux ;
- les frais de réparation et de remplacement des détecteurs de bris de vitrages et des feuilles anti-effraction et antisolaires ;
- les frais de clôture et d'obturation provisoire.

21.3 Sauf :

- les rayures ou les écailllements ;
- les dommages aux vitrages, glaces, miroirs ou autres biens visés à l'article 21.1, qui ne sont pas encore posés ou installés ;

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- les dommages aux vitrages, glaces, miroirs ou autres biens visés à l'article 21.1, lorsqu'ils font l'objet de travaux (à l'exception du nettoyage sans déplacement), ou lorsque le bâtiment est en cours de construction, démolition, rénovation, transformation ou réparation et qu'il existe un lien causal entre ces travaux et les dommages ;
- les dommages aux serres à usage professionnel et à leur contenu ;
- les frais de réparation ou de réaménagement des locaux dans lesquels les sanitaires brisés ont été installés (tels que peinture et carrelage), ainsi que les dommages causés aux éléments des sanitaires (tels que les robinets et canalisations);
- les dommages aux marchandises ;
- le bris de sanitaires causé par le gel ;
- les dommages au matériel roulant, motorisé ou non, spécifiquement destiné à l'exercice de l'activité mentionnée dans les conditions particulières et utilisé exclusivement à cette fin, muni ou non d'une plaque d'immatriculation ;
- les dommages aux serres et châssis sur couche à usage professionnel, et leur contenu.

21.4 Limites d'indemnité (par *sinistre*)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 7.178,08 EUR pour les vitraux d'art, écrans de télévision, d'ordinateur et les écrans multimédias à usage privé ;
- 7.178,08 EUR pour les serres à usage privé et leur contenu ;
- 7.500 EUR pour les dommages aux *enseignes et enseignes lumineuses*.

21.5 Recours

Lorsque l'indemnité est payée au locataire ou à l'occupant, et que sa responsabilité n'est pas engagée, la *compagnie* se réserve le droit d'exercer un recours pour récupérer ses débours à l'encontre du propriétaire ou du bailleur.

Article 22 – Dégâts des eaux

La *compagnie* indemnise les dommages causés à l'*habitation* et au *mobilier* par l'eau.

22.1 Ainsi que :

22.1.1. En cas de *sinistre* couvert mais également si aucun dégât apparent n'a été causé aux biens assurés :

- les frais de repérage des fuites ;
- les frais d'ouverture et de remise en état des parois, planchers, plafonds, cours, terrasses et *accès privés* en vue de réparer les conduites ou tuyaux à l'origine du *sinistre*, ainsi que les frais de démontage et de remontage des biens fixés à demeure (installations fixes de chauffage, cuisines et salles de bains équipées...) exposés dans le même but ;
- les frais de réparation ou de remplacement localisée de la partie :
 - o de toiture(s) ;
 - o de conduite(s) ;
 - o de tuyaux ;
 - o d'installation(s) hydraulique(s) ou d'appareil(s)
 à l'origine du *sinistre*.

22.1.2. Après un *sinistre* couvert mais également si aucun dégât apparent n'a été causé aux biens assurés, la perte d'eau.

22.1.3. Les frais réellement exposés pour la dépollution ou le remplacement de l'eau des piscines extérieures, à usage privé, fixées à demeure dans le sol, en cas de *pollution* de cette eau rendant la piscine inutilisable.

22.1.4. Les dommages dus au développement de cryptogames (champignons, moisissures), pour autant que la cause soit postérieure à la prise d'effet de la garantie.

22.2. Sauf les dommages :

- causés par l'infiltration d'eau par les fenêtres, portes, murs, cheminées, soupiraux, terrasses et balcons sauf si ces terrasses et balcons font partie de la toiture ;
- causés par les eaux souterraines ;

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- lorsque le bâtiment est en cours de construction, démolition, rénovation, transformation ou réparation et qu'il existe un lien causal entre ces travaux et les dommages ;
- causés par l'écoulement de l'eau d'un récipient qui n'est pas relié à l'installation hydraulique du bâtiment. Sont bien couverts les dommages causés par l'écoulement de l'eau des aquariums et des matelas d'eau, ainsi que les dommages au contenu de ces aquariums, sauf si ce contenu fait partie des marchandises ;
- causés par la condensation ;
- causés par l'eau sous forme de vapeur ;
- causés par l'eau sous forme solide (glace). Toutefois, les dommages causés par l'écoulement de l'eau qui en résulte sont couverts pour autant que les mesures de prévention prévues au point 22.4. aient été respectées ;
- causés par la corrosion. Si la corrosion n'était pas visible pour l'assuré, le premier sinistre est cependant couvert ;
- au contenu qui se trouve à l'extérieur ;
- au contenu tombé, jeté ou posé dans l'eau ;
- causés par un événement énuméré à l'article 27 dans le cadre de la garantie « Catastrophes naturelles ».

22.3. Limites d'indemnité (par sinistre)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 2.368,77 EUR pour la perte d'eau ;
- une fois le volume de la piscine pour la dépollution ou le remplacement de l'eau des piscines extérieures fixées à demeure dans le sol ;
- 19.811,51 EUR pour les dommages dus au développement de cryptogames (champignons, moisissures).

22.4. Mesures de prévention

- Les installations hydrauliques doivent être coupées et vidangées dans la partie du bâtiment qui n'est pas chauffée en période de gel.
- Les biens assurés doivent être entretenus.
- Les parties de toitures, installations, conduites, tuyaux ou appareils à l'origine d'un précédent sinistre, doivent être réparées ou remplacées.

Le non-respect de ces mesures de prévention ne peut être invoquée à l'égard de l'assuré lorsque le manquement est imputable à un locataire ou à un tiers.

Article 23 – Dégâts dus au mazout

La compagnie indemnise les dommages causés aux biens assurés par le mazout.

23.1. Ainsi que, en cas de sinistre couvert, mais également si aucun dommage apparent n'a été causé aux biens assurés :

- les frais de repérage des fuites ;
- les frais d'ouverture et de remise en état des parois, planchers, plafonds, cours, terrasses et accès privés en vue de réparer les conduites ou tuyaux à l'origine du sinistre, ainsi que les frais de démontage et de remontage des biens fixés à demeure (installations fixes de chauffage, cuisines et salles de bains équipées...) exposés dans le même but ;
- les frais de réparation ou de remplacement localisée de la partie de conduites, de tuyaux, d'installations ou d'appareils à l'origine du sinistre ;
- les frais d'assainissement du sol pollué par l'écoulement du mazout. Ces frais ne sont pris en charge que lorsque les normes légales ou réglementaires ayant trait à la pollution sont dépassées ;
- la perte du mazout écoulé.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Si les dommages sont causés par le *mazout* faisant partie des marchandises et qu'il n'y a pas de dégâts apparents, les frais d'assainissement du sol pollué ne sont pas indemnisés.

23.2 Sauf les dommages :

- lorsque le bâtiment est en cours de construction, démolition, rénovation, transformation ou réparation et qu'il existe un lien causal entre ces travaux et les dommages;
- aux citernes à l'origine du *sinistre*;
- aux constructions utilisées comme granges, entrepôts ou écuries, ainsi qu'à leur contenu ;
- aux marchandises se trouvant à moins de 10 cm du sol, sauf si elles se trouvent dans une surface de vente ou un étalage ;
- au matériel roulant, motorisé ou non, spécifiquement destiné à l'exercice de l'activité mentionnée dans les conditions particulières et utilisé exclusivement à cette fin, muni ou non d'une plaque d'immatriculation.

23.3 Limites d'indemnité (par *sinistre*)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 8.613,70 EUR pour les frais d'assainissement du sol ;
- 25.841,10 EUR pour les frais d'assainissement du sol si la citerne qui est à l'origine de l'écoulement dispose d'un certificat « Optitank » ;
- 3.947,95 EUR pour la perte du *mazout* écoulé.

23.4 Mesures de prévention

- La législation, les prescriptions et les réglementations en vigueur en matière de réservoirs à mazout doivent être respectées.
- Les biens assurés doivent être entretenus.
- Les travaux de réparation ou de remplacement nécessaires des installations doivent être effectués.

Le non-respect de ces mesures de prévention ne peut être invoquée à l'égard de l'assuré lorsque le manquement est imputable à un locataire ou à un *tiers*.

Article 24 – Responsabilité civile bâtiment

24.1. La compagnie garantit la responsabilité civile qui peut incomber aux assurés :

- en vertu des articles 6.5 à 6.16 du Code Civil (1382 à 1384, 1386 et 1386bis de l'ancien Code Civil pour des faits qui se sont produits avant le 01/01/2025), pour les dommages causés aux *tiers*, ainsi que
- en vertu de l'article 1721 de l'ancien Code Civil (ou par des dispositions analogues en matière de bail) pour les dommages corporels causés au locataire ou à l'occupant ;

pour autant que le dommage soit causé par le fait :

- du bâtiment désigné, ses trottoirs et *jardins* attenants ;
- de l'encombrement des trottoirs, entre autres suite au défaut d'enlèvement de la neige, de la glace ou du verglas ;
- du contenu assuré, à l'exception :
 - des animaux ;
 - des moyens de transports motorisés ;

et pour autant que le dommage soit causé pendant la période de durée de validité de la garantie. Tous les dommages qui découlent soit d'une seule et même cause initiale, soit d'une série de causes similaires constituent un seul et même *sinistre* dont la date de survenance est celle de la première apparition du dommage.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

24.2. La *compagnie* couvre en outre la responsabilité mise à charge de l'*assuré* par les *tiers* sur base de l'article 3.101 du Code Civil du fait de troubles anormaux de voisinage. Cette garantie est d'application pour autant que les dommages résultent d'un événement soudain, involontaire et imprévu dans le chef de l'*assuré*.

Les réclamations fondées sur l'article 3.102 du Code Civil ne sont toutefois pas assurées.

24.3. La garantie comprend une couverture par *sinistre* de maximum :

- 8.352.922,40 EUR pour les dommages aux biens ;
- 31.433.709 EUR pour les dommages résultant de lésions corporelles.

La *compagnie* paie également, même au-delà des montants assurés, et dans les limites autorisées par la *Loi*, les intérêts afférents à l'indemnité due en principal, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par elle ou avec son accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne soit pas imputable aux *assurés*, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

24.4. La *compagnie* n'indemnise pas :

- les dommages causés du fait de l'exercice d'une profession, ou causés par un préposé lorsqu'il agit en cette qualité ;
- les dommages encourus par les associés, gérants, syndics, administrateurs ou commissaires du *preneur d'assurance* ;
- les dommages causés aux animaux, y compris aux animaux domestiques, et aux biens loués ou utilisés par l'*assuré*, ou dont il a la garde ;
- les amendes et les frais de procédure pénale ;
- les dommages lorsque le bâtiment est en cours de construction, démolition, rénovation, transformation ou réparation, et qu'il existe un lien causal entre ces travaux et les dommages ;
- les dommages causés aux *tiers* qui sont couverts dans la garantie « Recours de *tiers* » (article 25) ou dans la garantie complémentaire « Recours des locataires et des occupants » (article 34) ;
- les dommages directs ou indirects liés à l'amiante ou à la *pollution environnementale*, sauf si elle résulte d'un événement soudain et, pour l'*assuré*, involontaire et imprévu.

Toutefois, la responsabilité civile pouvant incomber aux *assurés* en vertu des articles 6.5 à 6.16 du Code Civil (1382 à 1384, 1386 et 1386bis de l'ancien Code Civil pour des faits qui se sont produits avant le 01/01/2025), reste couverte pour les dommages causés aux *tiers* par le bâtiment désigné, ou la partie de bâtiment désigné, qui leur sert de résidence principale ou de logement dans le cadre de leurs études, pour autant que ce bâtiment ou cette partie de bâtiment ne soit pas en cours de construction, reconstruction ou transformation.

24.5. Copropriété

Lorsque la copropriété du bâtiment est régie par un acte de base et que l'assurance est souscrite au profit de la copropriété, la couverture est acquise tant à chaque copropriétaire individuellement qu'à l'ensemble de ceux-ci.

Lorsque le montant des dommages excède les limites fixées à l'article 24.3, la *compagnie* accordera la garantie à chacun des copropriétaires à concurrence de sa quote-part dans la copropriété sans dépasser lesdites limites.

Les montants assurés sont octroyés une seule fois pour l'ensemble des *assurés* et ne constituent en aucun cas des montants assurés par *assuré*.

Les copropriétaires sont considérés comme *tiers*, tant l'un vis-à-vis de l'autre que chacun à l'égard de la collectivité assurée. En cas de responsabilité collective des copropriétaires, chacun d'entre eux supporte son dommage propre en proportion de sa quote-part dans la copropriété et les dégâts aux parties communes ne sont pas indemnisés.

24.6. Stipulation au profit des *tiers*

En vertu de la présente convention, une stipulation au profit des *tiers* lésés est instaurée, conformément à l'article 5.107 du Code Civil. Les nullités, exceptions (notamment la franchise) et déchéances dérivant de la *Loi* ou du contrat trouvent leur cause dans un fait antérieure au *sinistre* et qui pourraient être invoquées à l'encontre des *assurés*, restent opposables aux *tiers* lésés.

24.7. Mesure de prévention

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Tous les ascenseurs doivent répondre aux prescriptions légales en la matière. Il doit y avoir un contrat d'entretien en vigueur au moment du *sinistre*, et les ascenseurs doivent être soumis à un contrôle périodique d'un organisme agréé.

Article 25 – Recours des tiers

La *compagnie* couvre, jusqu'à concurrence de 30% des capitaux assurés pour les bâtiments et le contenu avec un minimum de 1.819.659,10 EUR par *sinistre*, la responsabilité que les *tiers* (y compris les *hôtes*) mettent à charge de l'*assuré* sur base des articles 6.5 à 6.17 du Code Civil (1382 à 1386bis de l'ancien Code Civil pour des faits qui se sont produits avant le 01/01/2025), pour les dégâts matériels aux biens meubles et immeubles des *tiers*, causés par un *sinistre* couvert se communiquant à des biens leur appartenant, même si le *preneur d'assurance* n'a pas subi personnellement de dégâts.

Cette garantie comprend le chômage immobilier et les pertes d'exploitation (= réduction du *chiffre d'affaires* annuel entraînant une privation de la totalité ou d'une partie des bénéfices, alors que certains frais généraux continuent de courir, occasionnant ainsi un accroissement proportionnel des charges) résultant des dommages matériels causés aux biens meubles et immeubles de *tiers* mentionnés au paragraphe précédent.

La *compagnie* paie également, dans les limites autorisées par la *Loi*, les intérêts et les frais tels que prévus à l'article 24.3.

Cette garantie est également applicable dans le cas où le propriétaire prévoit un abandon de recours envers le locataire ou l'occupant et que l'*assuré*, en sa qualité de locataire ou occupant d'un bâtiment ou d'une partie de celui-ci, a uniquement assuré le contenu, et que sa responsabilité est engagée.

Pour l'application de cette garantie, les dommages causés par le mazout sont considérés comme un *sinistre* couvert dans la mesure où ces dommages sont la conséquence d'un événement soudain et, pour l'*assuré*, involontaire et imprévu.

Article 26 – Les conflits du travail et attentats

26.1. La *compagnie* indemnise jusqu'à concurrence d'un maximum de 100% des montants assurés pour le bâtiment et le contenu, avec toutefois un maximum de 2.078.339,31 EUR par *sinistre*, les dommages aux biens assurés causés par des personnes prenant part à des *conflits du travail* ou à des *attentats*.

La *compagnie* indemnise en outre, les conséquences des mesures prises dans ce cas par une autorité légalement constituée pour la sauvegarde et la protection de ces biens.

26.2. En cas de *sinistre* :

- le *preneur d'assurance* s'engage à effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes en vue de l'indemnisation des dommages subis. L'indemnité éventuelle ne sera payée par la *compagnie* que lorsque l'*assuré* aura apporté la preuve des diligences accomplies à cette fin ;
- le *preneur d'assurance* s'engage également à rétrocéder à la *compagnie* l'indemnisation de dommages aux biens qui lui serait versée par les autorités, dans la mesure où elle ferait double emploi avec l'indemnité payée par la *compagnie*.

26.3. Faculté de *suspension*

La *compagnie* peut suspendre la présente garantie lorsque, par mesure d'ordre général, elle y est autorisée par un arrêté motivé du Ministère des Affaires Economiques. La *suspension* prend cours sept jours après sa notification.

26.4 *Terrorisme*

A. Couverture et adhésion à l'ASBL TRIP

La *compagnie* couvre les dommages causés par le *terrorisme*.

La *compagnie* est membre à cette fin de l'ASBL TRIP (Terrorism Reinsurance and Insurance Pool).

Conformément à la loi du 3 mai 2024 relative à l'indemnisation des victimes d'un *acte de terrorisme* et à l'assurance contre les dommages causés par le *terrorisme*, l'exécution de tous les engagements de l'ensemble des assureurs membres de l'ASBL est, en cas d'*acte de terrorisme* reconnu par arrêté royal, limitée à 1,7 milliard d'euros par année civile pour les dommages causés

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

par tous les événements reconnus comme *actes de terrorisme*, survenus pendant cette année civile. Ce montant est adapté, le 1^{er} janvier de chaque année, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 2022. En cas de modification légale ou réglementaire de ce montant de base, le montant modifié sera automatiquement applicable dès la prochaine échéance suivant la modification, sauf si le législateur a prévu explicitement un autre régime transitoire.

Si le total des indemnités calculées ou estimées excède le montant cité dans le précédent alinéa, une règle proportionnelle est appliquée : les indemnités à payer sont limitées à concurrence du rapport entre le montant cité dans le précédent alinéa ou les moyens encore disponibles pour cette année civile et les indemnités à payer imputées à cette année civile.

B. Régime de paiement

Conformément à la loi susmentionnée du 3 mai 2024, l'*acte de terrorisme* est reconnu comme tel par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres après avis de l'OCAM et du parquet fédéral.

Le Comité de règlement des sinistres détermine, endéans les quatorze jours qui suivent la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal qui reconnaît l'acte comme terroriste, si les plafonds relatifs provisoires et absolus dont question à l'article 12 de la loi du 3 mai 2024 pourraient être atteints dans le cadre de l'indemnisation des dommages. Il fixe dans le même délai, conformément à l'article 15 de ladite loi, le pourcentage de l'indemnisation que les assureurs membres de l'ASBL TRIP doivent prendre en charge en conséquence de l'événement. Le Comité peut revoir ce pourcentage. Le Comité prend, au plus tard le 31 décembre de la troisième année suivant l'année de survenance de l'événement, une décision définitive quant au pourcentage d'indemnisation à payer.

L'*assuré*, le bénéficiaire ou la personne lésée ne peut prétendre, envers la *compagnie*, à l'indemnisation qu'après que le Comité a fixé le pourcentage. La *compagnie* paie le montant assuré conformément au pourcentage fixé par le Comité.

Si le Comité diminue le pourcentage, la réduction de l'indemnité ne sera pas applicable aux indemnités déjà payées, ni aux indemnités restant à payer pour lesquelles la *compagnie* a déjà communiqué sa décision à l'*assuré* ou au bénéficiaire.

Si le Comité relève le pourcentage, l'augmentation de l'indemnité s'applique pour tous les sinistres déclarés découlant de l'événement reconnu comme relevant du *terrorisme*.

Pour ce contrat d'assurance, l'indemnisation est, en cas d'*acte de terrorisme* reconnu par arrêté royal, limitée au montant prévu à l'article 5, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre par *preneur d'assurance*, par site assuré et par année, indépendamment du nombre de contrats d'assurance et du nombre d'entreprises d'assurances membres de l'ASBL TRIP qui doivent exécuter un engagement en cas de *terrorisme*. En vue de l'application du présent alinéa, tous les objets assurés par le *preneur d'assurance* qui se trouvent à l'adresse du risque ainsi que tous les objets assurés par le *preneur d'assurance* qui ne se trouvent pas à l'adresse du risque font partie intégrante du site assuré si et dans la mesure où ces objets, de par leur nature et leur construction, entrent dans le cadre de l'activité économique exercée à l'adresse du risque. Tous les objets assurés par le *preneur d'assurance* se trouvant à une distance inférieure à 50 mètres l'un de l'autre et dont au moins un exemplaire se trouve à l'adresse du risque, sont réputés se trouver sur le même site. Pour le calcul de ce montant, il est tenu compte de tous les contrats d'assurances ayant le même objet, relatifs à des biens se trouvant au même endroit et souscrits par le même *preneur d'assurance*, par un des assurés ou par une société ou association dans laquelle le *preneur d'assurance* ou un assuré a un intérêt majoritaire ou détient manifestement une part prépondérante du pouvoir de décision.

Ce paragraphe n'est pas applicable aux bâtiments destinés au logement ainsi qu'aux biens déterminés par le Roi. Lorsqu'un bâtiment est simultanément destiné au logement et à d'autres finalités, la limitation ne s'applique pas à la partie destinée au logement.

Pour les assurances souscrites par des entreprises, les sociétés liées visées à l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations sont considérées comme un seul et même assuré.

Lorsque le Comité constate que les montants cités à l'article 12 de la loi du 3 mai 2024 ne suffisent pas à indemniser l'ensemble des dommages subis ou lorsque le Comité ne dispose pas d'éléments suffisants pour déterminer si ce montant suffit, les dommages corporels sont indemnisés en priorité.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be



Toute limitation, exclusion et/ou tout étalement dans le temps de l'exécution des engagements de la *compagnie*, définis dans un arrêté royal, s'appliquera conformément aux modalités prévues dans cet arrêté royal.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE III – CATASTROPHES NATURELLES

Article 27 – Catastrophes naturelles

La compagnie indemnise les dommages causés aux biens assurés par les catastrophes naturelles.

27.1. A savoir exclusivement celles énumérées ci-dessous :

- une *inondation* ;
- un *débordement ou refoulement d'égouts publics* ;
- un *tremblement de terre* ;
- un *glissement ou affaissement de terrain*.

27.2. Ainsi que :

- les frais réellement exposés pour la remise en état du *jardin* endommagé par une (des) catastrophe(s) naturelle(s) énumérée(s) ci-dessus. La remise en état se fait avec des jeunes plantations de la même espèce, jusqu'à concurrence d'un maximum de 21.534,25 EUR (y compris les frais de déblai et les frais annexes) ;
- les dégâts causés aux biens assurés par un péril assuré qui résulte directement d'une de ces catastrophes naturelles, notamment, l'incendie, l'explosion, en ce compris celle d'explosifs, et l'implosion ;
- les dégâts aux biens assurés qui résulteraient de mesures prises dans les cas précités par une autorité légalement constituée pour la sauvegarde et la protection des biens et des personnes, en ce compris les *inondations* résultant de l'ouverture ou de la destruction d'écluses, de barrages ou de digues dans le but d'éviter une *inondation* éventuelle ou l'extension de celle-ci.

27.3. Sauf les dommages :

- aux objets se trouvant en dehors des bâtiments, sauf :
 - s'ils y sont fixés à demeure,
 - les dommages aux *meubles de jardin*, parasols et au barbecue à usage privé ;
- aux constructions faciles à déplacer ou à démonter et à leur contenu éventuel, sauf si ces constructions sont scellées ou ancrées au sol ou à des fondations ou si elles constituent le logement principal de l'assuré ;
- aux constructions délabrées ou en cours de démolition et à leur contenu éventuel, sauf si ces constructions constituent l'*habitation* de l'assuré ;
- aux biens dont la réparation des dommages est organisée par des lois particulières ou par des conventions internationales ;
- aux biens transportés ;
- aux véhicules terrestres à moteur, aériens, maritimes, lacustres et fluviaux sauf s'il s'agit de marchandises entreposées à l'intérieur d'un bâtiment fermé ;
- aux récoltes non engrangées, au cheptel vivant en dehors du bâtiment, au sol, aux cultures et au peuplement forestier ;
- causés par toute source de rayonnements ionisants ;
- par le vol, le *vandalisme*, les dégradations immobilières et mobilières commises lors d'un vol ou d'une tentative de vol et les actes de malveillance rendus possibles ou facilités par une catastrophe naturelle ;
- causés par une *inondation* ou un *débordement ou refoulement d'égouts publics*, au bâtiment, à une partie de bâtiment ou au contenu d'un bâtiment qui a été construit plus de 18 mois après la date de publication au Moniteur Belge de l'arrêté royal classant la zone où ce bâtiment est situé comme zone à risque. Cette exclusion est également appliquée aux extensions au sol des biens existant avant la date de classement de la zone à risque. Elle n'est pas applicable aux biens ou parties de biens qui sont reconstruits ou reconstitués après un *sinistre* et qui correspondent à la valeur de reconstruction ou de reconstitution des biens avant le *sinistre* ;
- au matériel roulant motorisé ou non motorisé spécifiquement destiné à l'exercice de l'activité mentionnée dans les conditions particulières et utilisé exclusivement à cette fin, muni ou non d'une plaque d'immatriculation.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

27.6 Limite d'indemnité

Pour l'ensemble des contrats couvrant des risques simples, le montant total des indemnités dues aux *assurés* lors de la survenance d'une catastrophe naturelle est limité conformément à l'article 130 §2 et §3 de la *Loi*. Si les limites prévues par cet article devaient être dépassées, l'indemnité due en vertu de chaque contrat d'assurance sera réduite à due concurrence.

27.7 Les mesures effectuées par des établissements publics compétents, ou à défaut, par des établissements privés qui disposent des compétences scientifiques requises, peuvent être utilisées pour la constatation d'une catastrophe naturelle.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE 4 – GARANTIES OPTIONNELLES

La compagnie couvre les garanties optionnelles suivantes, s'il en est fait mention aux conditions particulières.

Article 28 – Vol et vandalisme du contenu

28.1. Selon la mention faite aux conditions particulières, la garantie est souscrite selon l'une des formules suivantes :

- vol et vandalisme du contenu en valeur partielle ;
- vol et vandalisme du contenu en valeur totale ;
- vol et vandalisme du contenu au premier risque.

28.2. La compagnie indemnise la disparition du contenu assuré et les dégâts à celui-ci suite à un vol, une tentative de vol ou un acte de *vandalisme*, commis dans le bâtiment désigné :

- par effraction, escalade, usage de fausses clés ou de clés volées ;
- par une personne qui s'est laissé enfermer ou qui s'est introduite furtivement ;
- avec violences ou menaces sur la personne d'un assuré.

Ainsi que, mais uniquement pour la disparition du ou les dégâts au mobilier assuré :

- par une personne qui a l'autorisation de se trouver dans le bâtiment ;
- par une personne au service de l'assuré, à la condition qu'une plainte ait été déposée à l'encontre de cette personne auprès de la police.

Le vol dans les annexes n'est couvert que si l'auteur s'y est introduit par effraction.

Lorsque seul le contenu est assuré, la compagnie indemnise également les dommages au bâtiment désigné suite à un *sinistre* mentionné ci-dessus, jusqu'à concurrence d'un maximum de 14.356,16 EUR.

Lorsque l'assuré est locataire ou occupant de l'habitation, la présente garantie lui est acquise alors même qu'il n'est pas responsable des dégâts, et ce pour autant que le propriétaire ne soit pas assuré pour ces dégâts.

En outre, en cas de vol ou de perte des clés des portes extérieures, la compagnie prend en charge les frais de déplacement d'un serrurier, ainsi que les frais de remplacement des serrures du bâtiment désigné.

28.3. La compagnie indemnise la disparition du contenu assuré et les dégâts à celui-ci suite à un vol, une tentative de vol ou un acte de *vandalisme*, commis en dehors du bâtiment désigné dans les cas suivants :

- en cas de déplacement temporaire du mobilier assuré (par exemple pendant les vacances, les voyages d'affaires ou lors d'une hospitalisation) dans un bâtiment n'appartenant pas au *preneur d'assurance* et ne servant pas de logement d'étudiant. Cette garantie est accordée pendant la période où l'assuré séjourne effectivement dans le bâtiment, et pendant maximum 180 jours par année calendrier. Le vol doit être commis dans les mêmes conditions que le vol dans le bâtiment désigné ;
- en cas de vol avec violences ou menaces sur la personne du *preneur d'assurance* ou d'une personne vivant à son foyer. Si le contrat a été souscrit par une association de fait ou une société, cette garantie est d'application pour le gérant et les personnes vivant à son foyer ;
- dans la voiture dans laquelle se trouve le *preneur d'assurance* ou une personne vivant à son foyer. Si le contrat a été souscrit par une association de fait ou une société, cette garantie est d'application pour le gérant et les personnes vivant à son foyer ;
- dans un logement d'étudiant pris en location en Belgique, à condition que l'auteur s'y soit introduit par effraction et que le présent contrat couvre l'habitation de l'assuré.

28.4 En cas de déménagement en Belgique, la garantie est d'application aux deux adresses pendant 60 jours à partir du déménagement. Après ces 60 jours, la garantie n'est acquise qu'à la nouvelle adresse.

En cas de déménagement à l'étranger, la garantie cesse ses effets.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

28.5 La compagnie n'indemnise pas :

- lorsque le bâtiment sert également d'*habitation* et qu'il est *irrégulièrement occupé*, le vol de *bijoux* ne faisant pas partie des marchandises, commis pendant la période où l'assuré n'y séjourne pas ;
- les faits commis, en tant qu'auteur ou complice, par un *assuré*, par un ascendant ou un descendant du *preneur d'assurance* ou d'une personne vivant à son foyer, ou par un associé du *preneur d'assurance* ;
- le vol et les dommages au matériel roulant motorisé ou non motorisé spécifiquement destiné à l'exercice de l'activité mentionnée dans les conditions particulières et utilisé exclusivement à cette fin, qu'il soit ou non muni d'une plaque d'immatriculation ;
- le vol de ou les dégâts aux animaux ;
- le vol de ou les dégâts aux remorques dont la Masse Maximale Autorisée est supérieure à 750 kg, aux caravanes (tractables) ;
- le vol, la tentative de vol ou le *vandalisme* du contenu se trouvant en plein air ou dans une construction totalement ou partiellement ouverte, à l'exception des *objets* suivants pour autant qu'ils soient à usage privé : *meubles de jardin*, parasols, barbecue, *objets* de décoration extérieure et matériel de *jardinage* ;
- le vol, la tentative de vol ou le *vandalisme* commis dans un bâtiment déjà endommagé, ou dans un bâtiment en cours de construction, de démolition ou de transformation, lorsqu'il existe un lien causal avec les dommages ;
- si le *preneur d'assurance* occupe partiellement le bâtiment désigné : le vol, la tentative de vol ou le *vandalisme* du contenu se trouvant dans les parties communes, ou dans des *caves*, greniers ou garages qui ne sont pas fermés à clé, ainsi que les dégradations qui l'accompagnent ;
- le vol, la tentative de vol ou le *vandalisme* aux enseignes et enseignes lumineuses.

28.6. Sauf convention contraire aux conditions particulières, la compagnie n'intervient pas pour les sinistres survenus à l'adresse du bâtiment désigné si l'*habitation* est *irrégulièrement occupée* ou *inoccupée*.

28.7. Limites d'indemnité (par sinistre)

L'indemnité est accordée jusqu'à concurrence d'un maximum de :

- 2.871,23 EUR pour les *valeurs* ;
- 29.000 EUR par *objet* (à l'exception des marchandises). Les *objets* formant une *collection* ou une paire sont considérés comme un seul et même *objet* ;
- 15 % du montant assuré en mobilier, avec toutefois un maximum de 28.712,33 EUR pour l'ensemble des *bijoux*. Cette limite n'est pas d'application pour les marchandises ;
- 7.000 EUR en cas de disparition du ou les dégâts au mobilier assuré par une personne qui a l'autorisation de se trouver dans le bâtiment ;
- 12.200 EUR en cas de déplacement temporaire du contenu ;
 - 5.500 EUR pour les *meubles de jardin*, parasols, barbecue, *objets* de décoration extérieure et matériel de *jardinage* (à usage privé) se trouvant soit en plein air, soit dans une construction totalement ou partiellement ouverte soit dans une *annexe* sans communication intérieure avec l'*habitation* ;
 - 7.000 EUR en cas de vol dans la voiture dans laquelle se trouve le *preneur d'assurance* ou une personne vivant à son foyer ;
 - 15.500 EUR en cas de vol dans un logement d'étudiant ;
 - 15.500 EUR en cas de vol avec violences ou menaces sur la personne du *preneur d'assurance* ou d'une personne vivant à son foyer, commis en dehors du bâtiment désigné ;
 - 9.000 EUR pour le contenu se trouvant dans des *caves*, greniers ou garages, fermés à clé, si le *preneur d'assurance* n'occupe qu'une partie du bâtiment désigné ;
 - 5.000 EUR pour le vol ou tentative de vol de mazout de chauffage.

28.8. Mesures de prévention

Le *preneur d'assurance* doit prendre les mesures de prévention suivantes :

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- exécuter et maintenir les mesures de prévention mentionnées dans les conditions particulières ;
- maintenir en bon état de fonctionnement les différents moyens de protections antivol mécaniques et/ou électroniques reprises en conditions particulières ;
- en cas d'absence, verrouiller à clé toutes les portes (avec au minimum une serrure à cylindre par porte) donnant sur l'extérieur du bâtiment et fermer toutes les fenêtres, portes-fenêtres et autres ouvertures du bâtiment (par exemple les soupiraux) ;
- se comporter de manière responsable avec les clés du bâtiment, notamment ne jamais mettre les clés en-dessous du paillason ou dans la boîte aux lettres en cas d'absence et remplacer les serrures en cas de perte ou vol des clés.

Les mesures mentionnées ci-dessus sont également valables pour toutes les portes donnant sur les parties communes si l'assuré n'occupe qu'une partie du bâtiment, ainsi que pour le bâtiment dans lequel l'assuré séjourne temporairement.

28.9. Objets retrouvés

Lorsque des biens volés sont retrouvés, la *compagnie* doit en être immédiatement informée. Si, au moment où ils sont retrouvés, aucune indemnité n'a été payée, l'assuré récupère les biens retrouvés et la *compagnie* indemnise les frais éventuels de réparation des dommages causés à ces biens.

Si une indemnité a déjà été payée, les biens retrouvés deviennent la propriété de la *compagnie* si l'assuré les lui a cédés. Dans le cas contraire, l'assuré rembourse l'indemnité perçue pour lesdits biens, sous déduction du montant nécessaire à leur remise en état.

Article 29 – Les pertes indirectes

Lors d'un *sinistre* couvert dans le cadre des « Garanties de base » et de la garantie « Catastrophes naturelles » la *compagnie* augmente l'indemnisation contractuellement due de 10%, avec un maximum de 34.454,79 EUR.

N'entrent toutefois pas en ligne de compte pour le calcul de cette indemnité complémentaire, les indemnités payées en vertu :

- des garanties de responsabilité (comme la *responsabilité locative*, « La responsabilité civile bâtiment » et « Le recours des tiers ») ;
- de la garantie prévue à l'article 18 « Les dégradations immobilières à l'occasion d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de *vandalisme* (y compris les *graffiti*) ainsi que le vol de parties du bâtiment » ;
- de l'« Assistance Urgente » ;
- des « Frais d'expertise » dont il est question à l'article 35.

Article 30 – Pertes d'exploitation

30.1. La *compagnie* indemnise la perte du *résultat d'exploitation* à la suite d'une interruption totale ou partielle de l'activité, causée par un dommage assuré au bâtiment désigné et/ou au contenu pendant la durée de la présente garantie, causé par un péril des garanties de base.

La *compagnie* indemnise également les *frais supplémentaires* exposés pour limiter la *baisse du chiffre d'affaires* pendant la *période d'indemnisation*. L'indemnisation totale, comprenant ces *frais supplémentaires*, ne peut excéder l'indemnité qui aurait été accordée si ces *frais supplémentaires* n'avaient pas été exposés.

La *compagnie* n'indemnise jamais les pertes d'exploitation suite à :

- une non-assurance ou une sous-assurance des biens désignés dans les conditions particulières ;
- des amendes ou indemnités dues par l'assuré pour une absence ou un retard de livraison ou de prestations ou pour tout autre motif ;
- la non-exécution de mesures imposées par la *compagnie* pour en limiter les conséquences ;
- un péril énuméré à l'article 23.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

30.2. Selon la mention faite aux conditions particulières, la garantie « Pertes d'exploitation » est souscrite selon la formule « Indemnité journalière », selon la formule « Chiffre d'affaires » ou selon la formule « Comptable ».

A. Formule « Indemnité journalière »

Montant à déclarer

L'indemnité par jour de travail est fixée par le *preneur d'assurance* en fonction du *chiffre d'affaires* moyen diminué des *frais variables* par jour de travail.

Limite d'indemnisation

L'indemnité est égale à la perte réelle subie par le *preneur d'assurance* pendant la *période d'indemnisation* (elle peut donc être plus élevée que le montant déclaré). L'indemnité totale ne peut toutefois excéder le montant déclaré multiplié par le nombre de jours de la *période d'indemnisation* choisie.

B. Formule « Chiffre d'affaires »

Montant à déclarer

Il doit correspondre au *chiffre d'affaires*, sur la base du dernier exercice comptable de 12 mois. Ce montant, déterminé par le *preneur d'assurance*, doit être communiqué à la *compagnie* dans un délai de 3 mois après la clôture du dernier exercice. Dans le cas où le *preneur d'assurance* débute une activité pour laquelle il ne dispose pas encore de comptabilité, à l'exception d'une activité complémentaire dans le bâtiment assuré, le montant à déclarer correspondra au *chiffre d'affaires* escompté pour les 12 premiers mois d'activité.

A l'issue de cette période, le *preneur d'assurance* aura 3 mois à partir de la clôture de l'exercice comptable en cours pour communiquer à la *compagnie* le *chiffre d'affaires* annuel comptabilisé pendant l'exercice concerné.

Limite d'indemnisation

Lorsque le montant déclaré est correctement déterminé, la règle proportionnelle n'est pas appliquée et le *preneur d'assurance* est indemnisé intégralement selon les modalités indiquées ci-après, et ce, même si l'indemnité excède le montant déclaré.

Au cas où le montant déclaré serait inférieur au montant à déclarer, la règle proportionnelle sera appliquée si l'écart par rapport au montant à déclarer dépasse 10 % (30 % pour les nouvelles entreprises dont le premier exercice comptable n'est pas encore clôturé).

C. Formule « Comptable »

Montant à déclarer

Le montant déclaré doit être, à tout moment, au moins égal au montant à déclarer, c'est-à-dire au total des produits d'exploitation attendus en l'absence de *sinistre matériel* pour la période de douze mois qui suit le *sinistre matériel* (ou pour une période égale à la *période d'indemnité* si celle-ci est supérieure à douze mois), total diminué des *frais variables* afférents à cette période. Ce montant est fixé par le *preneur d'assurance*.

Limite d'indemnisation

Lorsque le montant déclaré est correctement déterminé, la règle proportionnelle n'est pas appliquée et le *preneur d'assurance* est indemnisé intégralement selon les modalités indiquées ci-après, et ce, même si l'indemnité excède le montant déclaré.

Au cas où le montant déclaré serait inférieur au montant à déclarer, la règle proportionnelle sera appliquée.

La *compagnie* couvre les extensions suivantes, s'il en est fait mention aux conditions particulières :

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

30.2.1 Ajustabilité

La règle proportionnelle des montants ne sera appliquée que si le montant à déclarer est supérieur au montant déclaré augmenté du pourcentage d'ajustabilité fixé en conditions particulières.

Le *preneur d'assurance* est tenu de communiquer à la *compagnie* dans les 180 jours qui suivent la date d'expiration de chaque exercice social, le total des produits d'exploitation comptabilisé au cours dudit exercice, ainsi que le montant des *frais variables* afférent à cet exercice. Si, au cours de celui-ci, un *sinistre* a donné lieu à une indemnisation, il est fait abstraction de son incidence sur les montants à communiquer.

Si le montant communiqué est inférieur au montant déclaré pour l'exercice social concerné, la *compagnie* ristournera au *preneur d'assurance* la prime correspondante à la surestimation constatée, sans que ce remboursement ne puisse excéder le montant obtenu en appliquant le pourcentage d'ajustabilité à la prime émise pour ledit exercice.

Si le montant communiqué est supérieur au montant déclaré pour l'exercice social concerné, la *compagnie* percevra un complément de prime correspondant à la sous-estimation constatée, sans que ce complément ne puisse excéder le montant obtenu en appliquant le pourcentage d'ajustabilité à la prime émise pour ledit exercice.

A défaut de déclaration à la *compagnie* dans le délai mentionné ci-dessus, l'application du présent article est suspendue de plein droit et la *compagnie* réclamera au *preneur d'assurance* une prime supplémentaire égale au montant obtenu en appliquant le pourcentage d'ajustabilité à la prime émise pour l'exercice social concerné.

La *compagnie* se réserve, à tout moment, le droit de vérifier l'exactitude des montants communiqués par le *preneur d'assurance*, notamment par l'examen de sa comptabilité.

30.2.2 Frais supplémentaires additionnels

La *compagnie* indemnise également les *frais supplémentaires* exposés pour limiter la *baisse du chiffre d'affaires* pendant la *période d'indemnisation*. L'indemnisation totale, comprenant ces *frais supplémentaires*, ne peut excéder l'indemnité qui aurait été accordée si ces *frais supplémentaires* n'avaient pas été exposés.

L'indemnité est allouée à concurrence du montant assuré pour la présente extension de garantie. Elle est limitée tant pendant le 1^{er} mois de la *période d'indemnisation* que pendant les mois suivants aux pourcentages de ce montant fixés aux conditions particulières.

Si les frais exposés pendant les trois premiers mois n'atteignent pas les limites prévues, les sommes non utilisées pourront l'être pendant les autres mois de la *période d'indemnisation*.

30.2.3 Salaires hebdomadaire garanti

La *compagnie* indemnise également le salaire hebdomadaire garanti à payer au personnel ouvrier dont l'inactivité résulte de la survenance d'un *sinistre* matériel, dans la mesure où les salaires sont considérés comme *frais variables*.

Par salaire hebdomadaire garanti on entend les sommes dues aux ouvriers en vertu de l'article 49 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (en ce compris les cotisations patronales de sécurité sociale) à la suite d'un accident technique dû à un péril couvert pendant les sept premiers jours calendrier de l'interruption de travail.

Pour éviter l'application de la règle proportionnelle des montants, le montant assuré sur salaire hebdomadaire garanti doit être, à tout moment, au moins égal à 1/48ème des salaires bruts (augmentés des charges sociales, légales et extralégales) attendus pour la période consécutive de douze mois dans l'hypothèse où aucun *sinistre* matériel ne survient pendant cette période.

30.2.4 Salaires double pourcentage d'indemnisation moyennant option

Pour autant que les salaires ne soient pas couverts suivant une autre modalité et que la *période d'indemnisation* soit au moins douze mois, la *compagnie* indemnise également la perte sur salaires résultant de :

- la *baisse du chiffre d'affaires* ;
- l'augmentation des *frais supplémentaires d'exploitation*.

Par salaires, on entend les rémunérations quelles qu'elles soient, y compris les cotisations légales et sociales, payées à tous les préposés dont les rétributions ne sont pas traitées comme appointements dans les livres

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

comptables de l'assuré. Par pourcentage des salaires, on entend le rapport existant entre les salaires et le *chiffre d'affaires* pendant l'exercice social précédant immédiatement la date du *sinistre* "dégâts matériels".

Ce rapport tiendra compte de la tendance générale de l'entreprise et des facteurs internes et externes qui auraient affecté sa marche.

L'indemnité se calcule comme suit :

a) Pour *baisse du chiffre d'affaires*

- 1) Pendant une période initiale commençant le jour du *sinistre* "dégâts matériels" en se terminant au plus tard après le nombre de semaines fixé aux conditions particulières : le montant obtenu en appliquant le pourcentage des salaires à la réduction du *chiffre d'affaires* due uniquement au *sinistre*, déduction faite de toute économie réalisée sur salaires par suite du *sinistre* pendant cette période.
- 2) Pendant les semaines suivantes de la *période d'indemnisation* : le montant obtenu en appliquant le pourcentage des salaires à la réduction du *chiffre d'affaires* enregistrée durant cette période, déduction faite de toute économie réalisée sur salaires par suite du *sinistre* pendant cette période.

Ce montant ne pourra excéder celui obtenu en appliquant le taux (défini aux conditions particulières) du pourcentage des salaires à la réduction du *chiffre d'affaires* pendant cette période, augmenté des économies déduites en application du point 1).

Option

A la demande de l'assuré, formulée avant de la période initiale prévue au point 1), ci-dessus, celle-ci pourra être portée au nombre de semaines fixé aux conditions particulières. Dans ce cas, en ce que concerne le reste de la *période d'indemnisation*, l'indemnité ne pourra dépasser les économies réalisées sur salaires au cours de la période initiale ainsi prolongée.

b) Pour augmentation des frais supplémentaires d'exploitation

Les frais supplémentaires qui n'auront pas été pris en charge dans le cadre de la garantie principale, jusqu'à concurrence de la somme que la *compagnie* aurait dû verser au titre de salaires si lesdits frais n'avaient pas été engagés.

L'indemnité ainsi calculée sera réduite proportionnellement si le capital assuré sur les salaires (adéquatement ajusté si la *période d'indemnisation* à douze mois) est inférieur aux salaires annuels, c'est-à-dire aux salaires qui auraient été payés pendant les douze mois suivant immédiatement le *sinistre* si celui-ci ne s'était pas produit.

30.2.5 Pénalités contractuelles

La *compagnie* indemnise également la pénalité contractuellement fixée, qui serait due par l'assuré lorsque les livraisons (services et/ou biens) ne peuvent se faire aux dates convenues suite à un *sinistre* "dégâts matériels" :

- lorsque le retard est dû à un événement qui présente un lien causal direct avec les dégâts matériels ;
- pour autant que l'assuré ait pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir les *sinistres* et utilisé tous les moyens pour en atténuer l'ampleur.

Cette somme ne peut dépasser le montant au *premier risque*, indiqué aux conditions particulières.

30.2.6 Carence des fournisseurs

La *compagnie* indemnise également les dommages subis par l'assuré suite à une interruption totale ou partielle de son activité assurée consécutivement à un incendie ou une explosion survenu dans l'établissement d'un fournisseur ou d'un sous-traitant nommément désigné en conditions particulières. L'indemnité est limitée, par fournisseur désigné, à un pourcentage du montant déclaré fixé en conditions particulières. La règle proportionnelle prévue en-dessous est applicable à la présente extension de garantie au cas où le montant déclaré est inférieur au montant qui aurait dû être déclaré conformément à cet article.

30.2.7 Carence des clients

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

La *compagnie* indemnise également les dommages subis par l'*assuré* suite à une interruption totale ou partielle de son activité assurée consécutivement à un incendie ou une explosion survenu dans l'établissement d'un client nommément désigné en conditions particulières. L'indemnité est limitée, par client désigné, à un pourcentage du montant déclaré fixé en conditions particulières. La règle proportionnelle prévue en-dessous est applicable à la présente extension de garantie au cas où le montant déclaré est inférieur au montant qui aurait dû être déclaré conformément à cet article.

30.2.8 Interdiction d'accès

La *compagnie* indemnise également les dommages subis par l'*assuré* suite à l'inaccessibilité totale ou partielle du bâtiment désigné suite à un barrage de rue ou de galerie résultant d'une décision d'une autorité compétente en la matière, en raison d'un incendie ou d'une explosion survenue à un bâtiment voisin et/ou à son contenu éventuel, pendant la durée de la présente garantie.

Les articles 30.2.1, 3 et 4 s'appliquent uniquement à la formule « Comptable ».

30.3. Calcul de l'indemnité

Le montant de l'indemnité est déterminé par :

- a) Le *ratio d'exploitation* escompté pendant la *période d'indemnisation* si le *sinistre* ne s'était pas produit, à multiplier par la *baisse du chiffre d'affaires* pendant la *période d'indemnisation*.
- b) Le résultat obtenu sous a)
 - doit être majoré des *frais supplémentaires* éventuels ;
 - doit être diminué
 - . des économies de *frais permanents* exposés pendant la *période d'indemnisation*;
 - . des revenus financiers réalisés pendant la *période d'indemnisation* à la suite du *sinistre*;
 - . la franchise prévue aux conditions particulières.

En cas de souscription de la formule « *Chiffre d'affaires* » ou formule « Comptable », la règle proportionnelle est éventuellement appliquée au montant du *sinistre*.

Les charges fiscales ayant trait à l'indemnisation sont supportées par l'ayant droit.

30.4. Absence de reprise de l'activité

Aucune indemnité ne sera octroyée dans le cas où, après un *sinistre*, l'*assuré* ne reprendrait pas la même activité qu'auparavant.

Dans le cas où la non-reprise de l'activité serait due à un cas de force majeure, les *frais permanents* nécessaires et réellement exposés pendant la *période d'indemnisation* seront indemnisés. Cette indemnité est éventuellement limitée au montant nécessaire pour atteindre le *résultat d'exploitation* escompté en cas d'absence de *sinistre*.

La règle proportionnelle reste d'application.

Article 31 – Protection juridique

- 31.1 La gestion des dossiers « Protection Juridique » est conférée à « Arces », une entité spécialisée de la *compagnie*, distincte des autres entités. C'est à Arces que l'*assuré* doit transmettre dans les plus brefs délais tous les documents et correspondances et fournir tous les renseignements utiles pour faciliter la gestion du dossier dans le cadre de la garantie « Protection Juridique ».

L'adresse de correspondance : ARCES
Route de Louvain-la-Neuve 10 bte I
5000 Namur
Tel : +32 81 35 42 00
Mail : sinistres@arces.be

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

31.2 Quelles sont les garanties prises en charge par la garantie « Protection Juridique » ?

I. La défense pénale

La garantie « Protection Juridique » intervient pour la défense pénale des *assurés* suite à un *sinistre* non intentionnel couvert dans le cadre des « Garanties de base » ou des garanties « Catastrophes naturelles » du présent contrat.

II. Le recours extracontractuel contre un tiers responsable

La garantie « Protection Juridique » intervient pour exercer le recours extracontractuel contre un *tiers* extracontractuel responsable de dommages causés aux bâtiments et aux contenus assurés, si ces dommages ne sont pas – ou sont insuffisamment – assurés dans le cadre du présent contrat.

III. Le recours du locataire ou de l'occupant pour les dommages causés au contenu du bien loué

La garantie « Protection Juridique » comprend également le recours exercé par les locataires et occupants contre le propriétaire ou bailleur en vue d'obtenir l'indemnisation des dommages causés au contenu par suite de vices ou défauts du bien loué qui en entravent l'utilisation, même si le bailleur en ignorait l'existence à la conclusion du bail. La garantie n'est pas due pour les autres litiges entre propriétaires et locataires.

IV. Avance des fonds et franchise

- a. Dans le cadre des garanties « Recours contre un tiers responsable » et « Recours du locataire ou de l'occupant pour les dommages causés au contenu du bien loué » lorsque l'incontestable responsabilité du *tiers* identifié est établie ou que le vice ou le défaut du bien loué est établi, la *compagnie* avance ce montant conformément à l'article 31.4.

Cette avance sur indemnité ne se fait qu'à la demande expresse de l'*assuré*. Suite à ce paiement, la *compagnie* est subrogée dans les droits et actions de l'*assuré* et si, par la suite, elle ne parvient pas à récupérer les fonds avancés ou si les fonds ont été avancés indûment, l'*assuré* se doit de les lui rembourser à sa première demande.

- b. Dans le cadre de la garantie « Recours contre un tiers responsable » lorsque le *tiers* identifié, dont la responsabilité est établie de manière incontestable, n'a pas payé la franchise restée à sa charge conformément à son contrat d'assurance « Incendie » ou « Responsabilité civile », la *compagnie* avance cette franchise conformément à l'article 31.4. La *compagnie* est subrogée dans les droits et actions des *assurés* à concurrence du montant avancé.

V. Les litiges contractuels avec l'assureur « Incendie »

La garantie « Protection Juridique » défend les intérêts de l'*assuré* pour tout litige qui résulte de l'interprétation ou de l'application des autres garanties de ce contrat d'assurance.

VI. Contre-expertise

Dans le cadre d'un *sinistre* couvert dans une autre garantie du présent contrat, l'*assuré* peut faire appel à la garantie « Protection Juridique » pour désigner un contre-expert pour l'aider à évaluer ses dommages.

VII. L'insolvabilité du tiers responsable

Lorsqu'un recours doit être exercé contre un *tiers* responsable dûment identifié et reconnu insolvable par voie d'enquête ou par voie judiciaire, la *compagnie* prend en charge l'indemnisation de l'*assuré* conformément à l'article 31.4, à condition que cette indemnité ne puisse être réclamée auprès d'une institution publique ou privée.

Toutefois, cette garantie n'est autorisée que si l'*assuré* pouvait bénéficier de la garantie « Recours extracontractuel » dans le cadre d'une demande d'indemnisation fondée sur la responsabilité civile extracontractuelle ou sur une obligation légale d'indemnisation et à condition que le *tiers* responsable n'ait pas commis d'acte intentionnel.

Cette garantie n'est donc pas admise, entre autres, en cas de dommages intentionnels aux bâtiments ou aux biens, de vol ou de tentative de vol, de *vandalisme* et d'autres actes intentionnels.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

VIII. La caution pénale

Lorsqu'à la suite d'un *sinistre* couvert par le présent contrat, l'*assuré* est placé en détention préventive, la *compagnie* fait l'avance de la caution pénale exigée par les autorités compétentes pour la remise en liberté de l'*assuré*, conformément à l'article 31.4.

Si l'*assuré* a payé lui-même la caution pénale, il lui sera remboursé le montant.

Ce dernier doit remplir toutes les formalités qui pourraient lui incomber pour obtenir la libération des fonds. Dès que la caution pénale est libérée par les autorités compétentes et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais incombant à la *compagnie* en vertu de ce contrat, l'*assuré* rembourse sans délai la somme avancée, et au plus tard dans un délai de 15 jours à dater du remboursement par les autorités.

Lorsque la caution n'est pas récupérable (par exemple elle est saisie ou est utilisée totalement ou en partie pour le paiement d'une amende, d'une transaction pénale ou de frais de justice de l'instance pénale), l'*assuré* remboursera la *compagnie* à la première demande et au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de cette demande. En cas de non-exécution dans ces délais, le montant de la caution sera majoré des intérêts légaux en vigueur en Belgique.

31.3. Quelle est l'étendue de la garantie « Protection Juridique » ?

a. La gestion amiable par la compagnie

La *compagnie* examine avec l'*assuré* les mesures à prendre pour solutionner le litige. Elle informe l'*assuré* de ses droits et effectue toutes les démarches utiles, y compris les négociations nécessaires à un règlement équitable amiable. La *compagnie* prend en charge les frais liés à ces démarches, en ce compris les frais et honoraires d'enquête et d'expertise.

b. Le libre choix

Lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, l'*assuré* a la liberté de choisir un avocat ou tout autre personne ayant les qualifications requises par la *loi* applicable à la procédure pour défendre, représenter et servir ses intérêts et, dans le cas d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un autre mode non judiciaire reconnu de règlements de conflits, une personne ayant les qualifications requises et désignées à cette fin.

Chaque fois que surgit un conflit d'intérêts avec la *compagnie*, l'*assuré* a la liberté de choisir pour la défense de ses intérêts, un avocat ou s'il le préfère, tout autre personne ayant les qualifications requises par la *loi* à la procédure.

Lorsque la désignation d'un expert ou d'un contre-expert se justifie, l'*assuré* peut le choisir librement.

La *compagnie* prend en charge les frais et honoraires qui découlent d'un seul expert, à moins que l'*assuré* ait été obligé de prendre un autre expert pour des raisons indépendantes de sa volonté.

c. La clause d'objectivité

En cas de divergence d'opinion entre la *compagnie* et l'*assuré* concernant la résolution du litige, la *compagnie* communique son point de vue à l'*assuré*. L'*assuré* peut alors consulter l'avocat de son choix, sans préjudice de son droit d'entamer une procédure. Si cet avocat confirme le point de vue de l'*assuré*, la *compagnie* prend en charge le coût de cette consultation ainsi que les frais de la procédure qui sera entamée suite à cet avis.

Si l'avocat de l'*assuré* confirme le point de vue de la *compagnie*, celle-ci clôture son intervention et paie la moitié des honoraires relatifs à cette consultation.

Si l'*assuré* décide, nonobstant l'avis de la *compagnie* et celui de l'avocat consulté, d'entamer une procédure à ses frais, et s'il obtient un meilleur résultat que celui qu'il aurait obtenu en suivant l'avis de la *compagnie*, celle-ci rembourse les frais et honoraires de la procédure ainsi que ceux de la consultation.

31.4. Les plafonds d'intervention

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- Pour la défense pénale, le recours contre un *tiers* responsable, le recours du locataire ou de l'occupant, la *compagnie* intervient jusqu'à concurrence de maximum 50.000 EUR (non indexés) par *sinistre*, sans application d'aucune franchise.
- Pour les litiges contractuels avec l'assureur « Incendie » : 25.000 EUR (non indexés) par *sinistre*, sans application d'aucune franchise.
- En cas d'insolvabilité du *tiers* responsable, la *compagnie* intervient jusqu'à concurrence d'un montant maximum 15.000 EUR (non indexé) par *sinistre*, après application d'une franchise de 415,68 EUR. Ce montant est lié à l'*indice des prix à la consommation* (indice 200,61 – juillet 2006 – base 100 en 1981). Si le montant assuré est insuffisant, il sera donné priorité au *preneur d'assurance*, ensuite à sa famille et enfin, à parts égales, aux autres *assurés*.
- L'avance de fond sur indemnités ne peut jamais dépasser 20.000 EUR (non indexé).
- L'avance de la franchise prévue dans le contrat d'assurance du *tiers* responsable peut s'élever à un maximum de 215,17 EUR (lié à l'*indice des prix à la consommation*, indice de base 207,69 – janvier 2008 – base 100 en 1981).
- Le montant prévu pour la caution pénale s'élève à un maximum de 15.000 EUR (non indexé).

En cas de désignation d'un contre-expert en faveur de l'*assuré*, la prise en charge des frais et honoraires de ce dernier par la *compagnie* est limitée comme suit :

- o Si le montant des dommages est inférieur ou égal à 12.500,00 EUR : maximum 5 % de ce montant tva comprise.
- o Si le montant des dommages se situe entre 12.500,01 EUR et 50.000,00 EUR : maximum 4 % de ce montant tva comprise.
- o Si le montant des dommages se situe entre 50.000,01 EUR et 124.000,00 EUR : maximum 3 % de ce montant tva comprise.
- o Si le montant des dommages est supérieur à 124.000,00 EUR : maximum 2 % de ce montant tva comprise.

De toute manière, l'*assuré* a le droit au maximum de la tranche inférieure.

Si les honoraires de ce contre-expert sont également pris en charge dans le cadre de l'article 35 de ce contrat, l'intervention dans le cadre de la garantie 'Protection Juridique' n'est due qu'en complément et après épuisement des montants prévus dans cet article.

31.5. Les exclusions

La garantie « Protection Juridique » n'intervient pas pour :

- les montants auxquels l'*assuré* pourrait être condamné ;
- les amendes pénales et administratives, frais judiciaires en matière pénale, transactions et frais de tests d'alcoolémie ou d'analyse sanguine ;
- les litiges découlant de *sinistres* causés intentionnellement par l'*assuré* ;
- les litiges découlant de *grèves*, *émeutes* et troubles politiques ou civils auxquels l'*assuré* a pris part ;
- les litiges découlant de *sinistres* que l'*assuré* a causés en état d'intoxication alcoolique, ivresse ou sous l'influence de stupéfiants ;
- l'intervention pour une action en justice si les dommages en principal n'excèdent pas 207,84 EUR ou une procédure devant la Cour de Cassation si les dommages en principal n'excèdent pas 2.078,40 EUR. Ces montants sont liés à l'*indice des prix à la consommation* (indice 200,61 - juillet 2006 – base 100 en 1981) ;
- les litiges mettant en cause des *assurés* d'un même contrat ou leurs assureurs éventuels ;
- les litiges découlant de *sinistres* qui n'ont pas lieu en Belgique ;
- les litiges basés sur l'article 3.101 ou 3.102 du Code Civil ou découlant d'un vol, d'une tentative de vol, d'une perte ou disparition de biens, d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou faux en écriture ;
- les litiges contractuels (sauf le cas des litiges contractuels contre l'assureur « Incendie » prévu à l'article 31.2.V).

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

31.6 Obligations de l'assuré en cas de sinistre

- Faire parvenir à ARCES conformément à l'article 31.1 au plus vite un exposé complet des faits et lui fournir tous les documents nécessaires.
- Communiquer à ARCES l'identité d'autres assureurs « Protection Juridique » éventuels.
- N'exposer aucun frais ou honoraires sans l'accord préalable de la *compagnie*.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE V – GARANTIES COMPLEMENTAIRES ET DOMMAGES INDIRECTS

La *compagnie* accorde les extensions mentionnées ci-après, pour autant qu'elles soient la conséquence directe d'un *sinistre* couvert dans le cadre des garanties souscrites suivantes : « Garanties de base », « Catastrophes naturelles » et « Vol et vandalisme du contenu ».

Ces extensions sont accordées jusqu'à concurrence d'un montant égal à 100 % des montants assurés pour le bâtiment et/ou la *responsabilité locative* ou *d'occupant* et/ou le contenu.

Les frais de sauvetage sont remboursés dans les limites autorisées par les dispositions légales et même si les mesures prises l'ont été sans résultat.

Ces frais doivent toutefois être exposés considérément.

Article 32 – Frais de sauvetage et autres frais

32.1. Frais de sauvetage et de conservation, c'est-à-dire les frais

- exposés pour conserver les biens assurés pendant la durée normale de réparation, reconstruction ou reconstitution ;
- exposés pour déplacer ou replacer les biens assurés et sauvés, afin de permettre les réparations ;
- découlant des mesures demandées par la *compagnie* aux fins de prévenir ou d'atténuer les conséquences du *sinistre* ;
- découlant des mesures urgentes et raisonnables prises d'initiative par l'*assuré* pour prévenir le *sinistre* en cas de danger imminent ou, si le *sinistre* a commencé, pour en prévenir ou en atténuer les conséquences.

32.2 Frais de déblais et de démolition, c'est-à-dire les frais pour déblayer et démolir les biens sinistrés.

32.3 Frais de remise en état du *jardin* avec des jeunes plantations de la même espèce après un *sinistre* couvert, lorsque le *jardin* a été endommagé par les travaux d'extinction, de sauvetage ou de conservation, par les débris des biens assurés ou par des biens ayant endommagé les biens assurés.

32.4 Frais de logement, c'est-à-dire les frais exposés pour le logement pendant la période durant laquelle le bâtiment est inhabitable, avec un maximum de 12 mois.

32.5 La *compagnie* indemnise le surcoût résultant des nouvelles normes de construction obligatoires, à condition que

- l'*assuré* soit propriétaire du bâtiment assuré ;
- le bâtiment assuré soit une maison unifamiliale ou un appartement ;
- l'*assuré* répare ou reconstruit effectivement le bâtiment assuré après le *sinistre* ;
- ces normes de construction soient imposées dans les conditions de l'obligation de notification ou du permis de construction nécessaire pour la réparation ou la reconstruction du bâtiment assuré.

Par nouvelles normes de construction on entend, les normes environnementales et les prescriptions de construction que les autorités belges fédérales, régionales, provinciales ou communales imposent à l'*assuré* en cas de réparation ou de reconstruction du bâtiment assuré après le *sinistre*.

Si l'*assuré*, afin de répondre aux nouvelles normes, reçoit des primes et/ou des subsides de n'importe quelle instance officielle ou autorité, elles seront déduites de l'indemnité.

Si l'*assuré* peut choisir parmi différentes options pour répondre à ces normes, la *compagnie* indemnise l'*assuré* sur base de l'option la moins coûteuse.

Ce surcoût n'est pas indemnisé si l'*assuré* :

- n'a pas respecté les normes de construction qui devaient déjà l'être avant la survenance du *sinistre* ;

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- doit respecter les normes de construction parce qu'il effectue des travaux différents de ceux nécessaires à la réparation ou à la reconstruction.

Article 33 – Chômage immobilier

C'est-à-dire l'indemnisation pendant la durée normale des réparations (avec un maximum de 12 mois) pour :

- la privation de jouissance immobilière subie par le propriétaire exploitant, estimée à la valeur locative des locaux sinistrés ;
- la perte de loyer augmentée des charges fixes subies par le bailleur, si les locaux sinistrés sont donnés en location au moment du *sinistre* ;
- la responsabilité de l'*assuré* pour les dommages précités.

L'indemnité pour le chômage immobilier ne peut être cumulée, pour une même période, avec les « Frais de logement ».

Article 34 – Recours des locataires ou occupants

C'est-à-dire l'indemnisation des dégâts matériels en cas de responsabilité

- encourue par le bailleur à l'égard des locataires en vertu de l'article 1721 alinéa 2 ;
- encourue par le propriétaire à l'égard des occupants.

Article 35 – Frais d'expertise

C'est-à-dire les frais et honoraires réclamés par un expert professionnel indépendant pour l'estimation du dommage.

- Si le *preneur d'assurance* mandate un expert pour l'assister dans l'évaluation des dégâts aux biens assurés, la *compagnie* intervient dans les coûts de cet expert dans les limites du tableau ci-dessous :

Indemnité payée	Barème appliqué en % de cette indemnité
Jusqu'à 6.593,96 EUR	5 % avec un minimum de 164,84 EUR
6.593,96 EUR – 49.454,76 EUR	329,69 EUR + 3,5 % pour la partie supérieure à 6.593,96 EUR
49.454,76 EUR – 247.273,78 EUR	1.829,81 EUR + 2 % pour la partie supérieure à 49.454,76 EUR
247.273,78 EUR – 494.547,57 EUR	5.786,20 EUR + 1,5 % pour la partie supérieure à 247.273,78 EUR
Plus de 494.547,57 EUR	9.495,31 EUR + 0,75 % pour la partie supérieure à 494.547,57 EUR avec un maximum de 12.500 EUR
494.547,57 EUR – 1.318.793,55 EUR	9.495,31 EUR + 0,75 % pour la partie supérieure à 494.547,57 EUR
Plus de 1.318.793,55 EUR	15.677,15 EUR + 0,35 % pour la partie supérieure à 1.318.793,55 EUR avec un maximum de 24.727,37 EUR

Les indemnités dues en vertu des garanties de responsabilité, de la responsabilité locative ou d'occupant et de la garantie « Pertes indirectes » n'entrent pas en ligne de compte pour la fixation de l'intervention de la compagnie dans les frais d'expertise.

Les montants mentionnés sont les montants TVA incluse.

En cas de contestation du montant de l'indemnité, l'assuré désigne un expert qui fixera le montant de l'indemnité en concertation avec la compagnie. A défaut d'un accord, les deux experts désignent un troisième expert. La décision définitive quant au montant de l'indemnité est alors prise par les experts à la majorité des voix. Les coûts de l'expert désigné par l'assuré

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

et le cas échéant du troisième expert sont avancés par la compagnie et sont à charge de la partie à laquelle il n'a pas été donné raison.

Article 36 – Accident mortel et frais médicaux

Accident mortel

Lorsque le *preneur d'assurance*, son (sa) partenaire cohabitant(e) ou un de leurs enfants (de 5 ans ou plus) décède suite à un *sinistre* couvert dans le cadre des « Garanties de base », la compagnie octroie un montant de 15.000 EUR.

Ce montant est octroyé une seule fois, quel que soit le nombre de victimes et à condition que le bâtiment ou la *responsabilité locative* ou *d'occupant* soit assuré par le présent contrat.

Le bénéficiaire de cette indemnité est le *preneur d'assurance*, le (la) partenaire cohabitant(e) ou, à défaut, leurs enfants par parts égales.

A défaut de bénéficiaire, ainsi qu'en cas de décès d'un enfant de moins de 5 ans, la *compagnie* rembourse uniquement les frais funéraires à concurrence de 5.000 EUR à la personne qui les a supportés.

La garantie complémentaire « Accident mortel » n'est pas d'application si le contrat est souscrit par ou pour compte d'une association de fait ou d'une société ayant une personnalité juridique.

L'extension de garantie reste cependant applicable au gérant d'une société, à son (sa) partenaire cohabitant(e) ainsi qu'à leurs enfants, dans le cas où leur résidence principale est couverte par le présent contrat.

Frais médicaux

Lorsque le *preneur d'assurance*, son (sa) partenaire cohabitant(e) ou un de leurs enfants est victime d'un accident corporel suite à un *sinistre* couvert dans le cadre des « Garanties de base », la *compagnie* rembourse à concurrence de 1.100 EUR, et au maximum pendant un an après l'accident, les frais de traitement médicalement nécessaires, les frais de transport nécessités par le traitement, les frais de première prothèse et de premier appareil orthopédique.

En cas d'intervention légale dans ces frais, la *compagnie* n'interviendra que pour la partie restant à sa charge après déduction de cette intervention.

Article 37 - Dégâts indirects

S'ils sont consécutifs à un *sinistre* couvert ou s'ils résultent d'un *sinistre* relevant de ce contrat et se produisant en dehors des biens assurés, la *compagnie* indemnise les dégâts aux biens assurés occasionnés par :

- les secours ou tout moyen convenable d'extinction, de préservation ou de sauvetage ;
- les démolitions ou destructions ordonnées pour arrêter la progression d'un *sinistre* ;
- les effondrements ;
- la fumée, la chaleur, la suie ou les vapeurs ;
- les précipitations atmosphériques, le gel ou le vent ;
- la fermentation ou la combustion spontanée.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE VI – LES MONTANTS A ASSURER ET L'INDEXATION DES MONTANTS

Article 38 – Quels montants faut-il assurer ?

Les règles énoncées ci-dessous sont d'application pour toutes les garanties.

La TVA doit être comprise dans les montants dans la mesure où elle n'est pas récupérable, ainsi que les honoraires de l'architecte.

A. Bâtiment

- En qualité de propriétaire du bâtiment : le montant de la *valeur à neuf* du bâtiment.
- En qualité de locataire ou occupant de l'entière du bâtiment : le montant de la *valeur réelle* du bâtiment.
- En qualité de locataire ou occupant d'une partie du bâtiment : le montant de la *valeur réelle* de la partie du bâtiment louée ou occupée.
- Les panneaux solaires dont l'assuré est propriétaire : le montant en *valeur à neuf* des panneaux solaires.
- Le matériel du propriétaire fixé à demeure et les aménagements immobiliers du locataire ou de l'occupant, au service du bâtiment : le montant en *valeur à neuf* du matériel.
- Les batteries de stockage dont l'assuré est propriétaire : le montant en valeur agréée des batteries de stockage.
- Les onduleurs dont l'assuré est propriétaire : le montant en valeur agréée des onduleurs.

B. Contenu

Le contenu doit être assuré sur base de la *valeur à neuf*.

Cependant, les *objets* suivants doivent être assurés sur base de :

- la *valeur réelle* :
 - le linge et l'habillement ;
 - le matériel ;
 - le contenu confié à l'assuré ;
 - le contenu appartenant à des tiers.
- la *valeur agréée* telle que précisée ci-après pour les appareils électriques ou électroniques à usage professionnel ainsi que leurs accessoires.

Aucune *vétusté* ne doit être déduite de la *valeur à neuf* de ces appareils ou de leurs accessoires jusqu'à ce qu'ils aient 2 ans d'âge. Dès qu'ils ont plus de 2 ans d'âge, une *vétusté* de 0,5 % par mois entamé doit être déduite, à compter du 1^{er} mois qui suit le 2^{ème} « anniversaire » de cet appareil ou de son accessoire.
- la *valeur agréée* telle que précisée ci-après pour les appareils électriques ou électroniques à usage privé ainsi que leurs accessoires.

Aucune *vétusté* ne doit être déduite de la *valeur à neuf* de ces appareils ou de leurs accessoires jusqu'à ce qu'ils aient 10 ans d'âge. Dès qu'ils ont plus de 10 ans d'âge, une *vétusté* de 5 % par année entamée doit être déduite, à compter de la 1^{ère} année qui suit le 10^{ème} « anniversaire » de cet appareil ou de son accessoire.
- la *valeur de remplacement* :
 - les meubles d'époque, les *objets* d'art ou de *collection*, les *bijoux* qui ne sont plus commercialisés à l'état neuf en bijouterie, les *objets* en métaux précieux et plus généralement, tous *objets* rares et/ou précieux ;
 - les *animaux domestiques* (sans tenir compte de leur valeur de concours ou de compétition).
- la *valeur vénale* : les *objets* qui ont été retirés de l'usage auquel ils étaient destinés.
- la *valeur du jour* pour les *valeurs*.
- la *valeur de reconstitution matérielle* pour les documents, plans, modèles, *supports d'information* et programmes informatiques.
- la *valeur d'achat* pour les marchandises. La valeur des matières premières doit être augmentée des frais déjà exposés, pour les produits finis ou en cours de fabrication.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- le prix du marché sans tenir compte de la valeur de concours pour les animaux.

Article 39 - L'indexation automatique des montants

39.1. Les montants assurés, et par conséquent aussi la prime, et les limites d'indemnité – dans le cadre des « Garanties de base », des garanties « Catastrophes naturelles », « Vol et *vandalisme* du contenu » - sont automatiquement adaptés à l'échéance annuelle selon le rapport existant entre :

- l'indice ABEX en vigueur au moment de cette échéance annuelle,
- et
- l'indice ABEX indiqué aux conditions particulières, en ce qui concerne les montants assurés et la prime ;
- l'indice ABEX 1048, en ce qui concerne les limites d'indemnité.

En cas de *sinistre*, l'indice le plus récent remplacera, pour le calcul des montants assurés et des limites d'indemnité, l'indice pris en considération pour l'établissement de la prime à la dernière échéance annuelle, sans que les montants et les limites ainsi recalculés ne puissent dépasser 120% de ceux de la dernière échéance annuelle.

39.2. Les montants assurés dans le cadre des garanties « Responsabilité civile bâtiment » et « Recours des *tiers* », ainsi que les franchises, sont toujours liés, pendant toute la durée du contrat, à l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui de décembre 2023, c'est-à-dire 302,34 (base 1981=100).

L'indice applicable en cas de *sinistre* est celui du mois précédant le mois de survenance du *sinistre*.

39.3. Les montants assurés et la prime de la garantie « Pertes d'exploitation » ne sont pas indexés.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE VII – REGLEMENT DES SINISTRES

Article 40 – Obligations de l'assuré

En cas de *sinistre*, l'*assuré* doit :

- déclarer le *sinistre* à la *compagnie* aussi rapidement que cela peut raisonnablement se faire (au plus tard dans les 8 jours). La déclaration doit indiquer le lieu, la date, l'heure, la cause, les circonstances et les conséquences probables du *sinistre* ainsi que toute autre assurance qui couvre le même risque (en ce compris les assurances de responsabilité). La déclaration doit aussi mentionner l'identité de l'auteur du *sinistre*, du préjudicié et d'éventuels témoins.

En cas de vol, de tentative de vol ou de *vandalisme*, l'*assuré* doit faire cette déclaration à la *compagnie* le plus vite possible (au plus tard dans les 48 heures). En outre, il doit immédiatement (et au plus tard dans les 24 heures), déposer plainte auprès de la police.

En cas de vol de titres au porteur, chèques, cartes de banque et de crédit, il doit faire immédiatement opposition.

La *compagnie* n'invoquera pas le non-respect des délais pour déclarer le *sinistre* mentionné ci-avant, si la déclaration a été faite aussi rapidement que possible.

- faire parvenir à la *compagnie*, au plus vite après sa déclaration, une description des dommages aux biens assurés, ainsi qu'une estimation du coût de leur réparation.

L'*assuré* doit éviter, dans la mesure du possible, de modifier l'état des biens endommagés afin de permettre à la *compagnie* de constater le dommage.

Avant de procéder aux réparations définitives, l'*assuré* doit obtenir l'accord de la *compagnie*, et il ne peut pas délaier les biens assurés.

L'*assuré* doit pouvoir à tout instant prouver les dommages encourus.

L'*assuré* doit apporter la preuve de l'absence de créance hypothécaire ou privilégiée.

A défaut, il doit fournir de la part des créanciers inscrits une procuration pour recevoir l'indemnité.

- transmettre à la *compagnie* toutes assignations, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires, et cela dès qu'ils lui ont été remis ou signifiés. A défaut, la *compagnie* peut diminuer son intervention dans la mesure où cela lui a porté préjudice.

Si l'*assuré* ne respecte pas ces obligations, la *compagnie* peut réduire l'indemnité à concurrence du préjudice qu'elle a subi.

Si le manquement résulte d'une intention frauduleuse, la *compagnie* peut décliner sa garantie.

Article 41 – Direction du litige

Dans le cadre des assurances de responsabilité, la *compagnie* prend fait et cause pour l'*assuré* dans les limites de la garantie. Elle négocie au nom de l'*assuré* avec le préjudicié, elle peut indemniser celui-ci s'il y a lieu ou elle peut contester la réclamation.

La *compagnie* a la direction du litige dans la mesure où ses intérêts civils et ceux de l'*assuré* coïncident.

Article 42 - Calcul de l'indemnité

42.1. Estimation des dommages aux biens assurés

Les dégâts aux biens assurés sont fixés en fonction des montants définis au chapitre « Les montants assurés » et des dispositions propres à chaque garantie.

42.2. Modalités d'indemnisation pour les appareils électriques, électroniques ainsi que leurs accessoires

S'ils sont techniquement réparables, la *compagnie* prend en charge la facture des réparations.

S'ils ne sont pas techniquement réparables, l'indemnisation se fait sur base de la *valeur agréée* telle qu'elle est fixée à l'article 38.B.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Pour déterminer si un appareil ou ses accessoires sont réparables ou non, la *compagnie* se base sur une attestation délivrée par un réparateur professionnel choisi par l'*assuré*.

L'indemnité est, en toutes circonstances, limitée à la valeur d'un appareil neuf de performances comparables déterminée par un expert de la *compagnie*.

42.3. Biens assurés en valeur à neuf

Pour les biens assurés en *valeur à neuf*, la *vétusté* d'un bien assuré endommagé ou de la partie endommagée d'un bien assuré n'est déduite que pour la partie qui excède 30 % de la *valeur à neuf*.

42.4. Estimation des dommages aux biens de tiers

L'indemnisation dans le cadre d'une assurance de responsabilité s'effectue sur base de la *valeur réelle*.

42.5. Fixation des dommages

Les dommages sont fixés soit de commun accord entre le *preneur d'assurance* et la *compagnie*, soit par expertise suivant la procédure prévue à l'article 43 « Modalités et délais de paiement de l'indemnité ».

42.6. Franchise

Pour chaque *sinistre* dû à une même cause, une franchise de 215,17 EUR est déduite du montant des dégâts matériels. Le montant de la franchise est déduit avant l'application de la règle de réversibilité et de la règle proportionnelle telles que décrites aux articles 42.7 et 42.8.

Aucune franchise n'est déduite pour les prestations prévues dans le cadre des « Garanties complémentaires et dommages indirects » et de l'« Assistance Urgente ».

En cas de souscription de contrats distincts pour le contenu et le bâtiment (ou la *responsabilité locative ou d'occupant*), la franchise est appliquée dans chaque contrat.

42.7. Réversibilité

Si lors d'un *sinistre*, il apparaît que certains montants assurés sont insuffisants, et que par contre d'autres montants assurés ont été surestimés, l'excédent de ces derniers sera reporté sur les montants insuffisamment assurés et ce, en proportion des insuffisances et des taux de prime appliqués. La réversibilité n'est accordée que pour des biens appartenant à un même ensemble et se situant en un même lieu.

Pour la garantie « Vol et *vandalisme* du contenu », la réversibilité ne s'applique qu'entre montants assurés pour le contenu.

42.8. Règle proportionnelle

Si, nonobstant l'application éventuelle de la réversibilité, les montants assurés s'avèrent insuffisants, le montant de l'indemnité sera réduit en fonction du rapport existant entre le montant assuré et le montant qui aurait dû l'être.

La *compagnie* n'applique cependant pas la règle proportionnelle dans les cas suivants :

- A. Si les montants assurés en bâtiment ou en *responsabilité locative ou d'occupant* ont été fixés en utilisant une méthode pour la suppression de la règle proportionnelle reconnue par la *compagnie* et qu'il s'avère, au jour du *sinistre*, que cette méthode a été correctement utilisée ;
- B. Si les montants assurés en bâtiment ou en *responsabilité locative ou d'occupant* ont été fixés par un délégué ou un expert agréé par la *compagnie* ;
- C. Pour un locataire ou occupant d'une partie du bâtiment assuré, si le montant assuré est égal à 20 fois le loyer annuel, charges comprises. Ces charges ne comprennent pas les frais de consommation d'eau, de gaz, de chauffage ou d'électricité. Si ces frais sont compris forfaitairement dans le loyer, ils doivent en être déduits.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- D. Si, après application de la règle de réversibilité, l'insuffisance des montants assurés ne dépasse pas 10 % du montant qui aurait dû être assuré ;
- E. Si le montant de l'indemnité ne s'élève pas à plus de 3.500 EUR.
Lorsque le montant de l'indemnité dépasse 3.500 EUR, la *compagnie* applique la règle proportionnelle, mais l'indemnité ainsi calculée ne peut jamais être inférieure à 3.500 EUR ;
- F. En cas d'assurance en *premier risque* ou d'assurance en *valeur agréée* ;
- G. Aux montants dus en vertu des garanties « Responsabilité civile bâtiment » et « Recours des tiers » ;
- H. Aux frais prévus dans les « Garanties complémentaires et dommages indirects ».

Par ailleurs, pendant les 2 mois par an où le stock de marchandises est le plus élevé, une augmentation automatique de 25 % du montant assuré en marchandises est garantie en vue de compenser d'éventuelles variations saisonnières. Cette augmentation n'est pas valable pour les garanties reprises dans les conditions générales du Bureau de Tarification (si elles sont d'application).

Le *preneur d'assurance* devra prouver l'importance du stock sur base de pièces comptables.

Si le *preneur d'assurance* n'utilise pas une des possibilités mentionnées au point A. à C. ci-dessus pour la suppression de la règle proportionnelle, il est responsable de la fixation des montants assurés. En cas de sous-assurance, la règle proportionnelle sera appliquée en cas de *sinistre*.

42.9. Modalités d'indemnisation des panneaux solaires dont l'assuré est propriétaire

Aucune vétusté ne doit être déduite de la valeur à neuf de ces panneaux solaires jusqu'à ce qu'ils aient 13 ans d'âge. Dès qu'ils ont plus de 13 ans d'âge, une vétusté de 2,5% par année entamée doit être déduite, à compter de la 1^{ère} année qui suit le 13^{ème} « anniversaire » de ces panneaux solaires.

42.10 Modalités d'indemnisation les batteries de stockage dont l'assuré est propriétaire

Aucune vétusté ne doit être déduite de la valeur agréée de ces batteries domestiques jusqu'à ce qu'ils aient 10 ans d'âge. Dès qu'ils ont plus de 10 ans d'âge, une vétusté de 2,5% par année entamée doit être déduite, à compter de la 1^{ère} année qui suit le 10^{ème} « anniversaire » de cette batterie domestique.

42.11 Modalités d'indemnisation des onduleurs dont l'assuré est propriétaire

Aucune vétusté ne doit être déduite de la valeur agréée de ces onduleurs jusqu'à ce qu'ils aient 10 ans d'âge. Dès qu'ils ont plus de 10 ans d'âge, une vétusté de 5% par année entamée doit être déduite, à compter de la 1^{ère} année qui suit le 10^{ème} « anniversaire » de cette batterie domestique.

Article 43 - Modalités et délais de paiement de l'indemnité

43.1 Paiement de l'indemnité

- 1° La *compagnie* verse le montant des frais de logement et d'autres frais de premier secours dans les 15 jours qui suivent la date de la notification de la preuve que ces dépenses ont été faites.
- 2° La *compagnie* paie la partie de l'indemnité établie de commun accord entre les parties dans les trente jours suivant cet accord.
- En cas de contestation du montant de l'indemnité, l'*assuré* désigne un expert qui détermine, en accord avec la *compagnie*, le montant de l'indemnité. Si aucun accord n'est conclu, les deux experts choisissent un troisième expert. La décision définitive sur l'indemnité est prise par les trois experts à la majorité de voix. Les frais de l'expert choisi

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

par l'assuré et, le cas échéant, du troisième expert sont avancés par la *compagnie* et sont à charge de la partie à laquelle il n'a pas été donné raison.

La clôture de l'expertise ou la détermination du montant des dommages doit se faire dans les 90 jours qui suivent la date à laquelle la *compagnie* a été informée de la désignation d'un expert par l'assuré. L'indemnité doit être payée dans les 30 jours qui suivent la date de la clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de la fixation du montant des dommages.

- 3° En cas de reconstruction ou reconstitution des biens endommagés, la *compagnie* est tenue de payer à l'assuré, dans les trente jours qui suivent la clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de la fixation du montant des dommages, une première partie égale à l'indemnisation minimale déterminée à l'article 43.3.1°. Le solde de l'indemnité peut être payé en tranches suivant l'avancement des travaux de reconstruction ou de reconstitution et pour autant que la tranche précédente ait été épuisée. Après le *sinistre*, les parties peuvent convenir d'une autre répartition des tranches de paiements.
- 4° En cas de remplacement du bâtiment endommagé par l'achat d'un autre bâtiment, la *compagnie* est tenue de payer à l'assuré dans les trente jours qui suivent la date de la clôture de l'expertise ou à défaut de celle-ci, de la fixation du montant des dommages, une première partie égale à l'indemnisation minimum stipulée à l'article 43.3.1°. Le solde est versé lors de la signature de l'acte authentique d'achat du bien de remplacement.
- 5° Dans tous les autres cas, l'indemnité est payable dans les trente jours qui suivent la date de la clôture de l'expertise ou à défaut, la date de la fixation du montant des dommages.
- 6° La clôture de l'expertise ou l'estimation des dommages visée sous 3°, 4° et 5° ci-dessus doit avoir lieu dans les 90 jours qui suivent la date de la déclaration du *sinistre*.

43.2 Suspension des délais

Les délais visés à l'article 43.1. sont suspendus dans les cas suivants :

- 1° A la date de clôture de l'expertise, l'assuré n'a pas rempli toutes les obligations mises à sa charge par le contrat. Dans ce cas, les délais prennent cours le lendemain du jour où l'assuré a rempli lesdites obligations contractuelles.
- 2° Il existe des présomptions que le *sinistre* a été provoqué intentionnellement par l'assuré ou le bénéficiaire d'assurance. Dans ce cas, la *compagnie* a le droit de prendre préalablement copie du dossier répressif. La demande de pouvoir en prendre connaissance doit être formulée au plus tard dans les 30 jours suivant la clôture de l'expertise qu'elle a ordonnée. Si l'assuré ou le bénéficiaire qui demande l'indemnité ne sont pas poursuivis pénalement, le paiement éventuel doit se faire dans les 30 jours après que la *compagnie* ait pris connaissance des conclusions du dossier concerné.
- 3° Le *sinistre* est causé par une catastrophe naturelle. Dans ce cas, le ministre des Affaires Economiques peut prolonger les délais d'indemnisation.
- 4° La *compagnie* a communiqué par écrit à l'assuré les raisons, indépendantes de sa volonté ou de celle de ses mandataires, qui empêchent la clôture de l'expertise ou l'estimation des dommages, visées à l'article 43.1.6°.

43.3. Indemnité minimale

- 1° Sans préjudice de l'application des dispositions de la *Loi* ou de ce contrat qui rendent possible une diminution de l'indemnité, l'indemnité visée à l'article 43.1. ne peut être inférieure à :
 - en cas d'assurance en *valeur à neuf*, si l'assuré reconstruit, reconstitue ou remplace le bien endommagé : 100 % de cette *valeur à neuf* après déduction de la *vétusté* conformément à l'article 42.3.

Toutefois, si le prix de reconstruction, de reconstitution ou de remplacement est inférieur à l'indemnisation pour le bien sinistré, calculée en *valeur à neuf* au jour du *sinistre*, l'indemnité est au moins égale à cette valeur de reconstruction, reconstitution ou remplacement augmentée de 80 % de la différence entre l'indemnisation initialement prévue et cette valeur de reconstruction, de reconstitution ou de remplacement déduction faite du pourcentage de *vétusté* du bien sinistré et des taxes et droits qui pourraient être dus sur cette différence, *vétusté* déduite, conformément à l'article 42.3.
 - en cas d'assurance en *valeur à neuf*, si l'assuré ne reconstruit, reconstitue ou ne remplace pas le bien endommagé : 80 % de cette *valeur à neuf* après déduction de la *vétusté* conformément à l'article 42.3.
 - en cas d'assurance sur base d'une autre valeur : 100 % de cette valeur.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- 2° En cas de reconstruction, reconstitution ou remplacement du bien endommagé, l'indemnité visée à l'article 43.1. comprend tous les taxes et droits pour autant que l'assuré les ait payés et qu'il ne puisse pas les récupérer fiscalement.
- 3° L'indemnisation pour le bâtiment endommagé, calculée au jour du *sinistre*, diminuée de l'indemnité déjà payée, est augmentée en fonction de l'augmentation éventuelle de l'indice le plus récent connu au moment du *sinistre* pendant le délai normal de reconstruction qui commence à courir à la date du *sinistre*, sans que l'indemnité totale ainsi majorée puisse dépasser 120% de l'indemnisation initialement prévue ni excéder le coût total de la reconstruction.

43.4. Indemnité due aux tiers

La *compagnie* paie les indemnités dues aux *tiers* (en raison d'une assurance de responsabilité) suivant les règles du droit commun.

43.5. Non-respect des délais

En cas de non-respect des délais visés à l'article 43.1., la partie de l'indemnité qui n'est pas payée dans les délais prévus entraîne de plein droit un intérêt égal à deux fois le taux d'intérêt légal à compter du jour qui suit l'expiration du délai jusqu'au jour du paiement effectif, sauf si la *compagnie* prouve que le retard n'est pas dû à elle-même ou à un de ses mandataires.

Article 44 - Recours

La *compagnie* peut récupérer le montant des indemnités payées auprès des personnes responsables du *sinistre* ou auprès de celles tenues à la réparation des dommages (subrogation).

Si par le fait de l'assuré ou celui du bénéficiaire, la subrogation ne peut plus produire ses effets, la *compagnie* peut réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure du préjudice subi.

La *compagnie* renonce toutefois à tout recours contre :

- le *preneur d'assurance*, y compris ses descendants, ses ascendants, son conjoint et ses alliés en ligne directe ;
- les assurés autres que le *preneur d'assurance* ;
- l'assuré, pour les dommages causés à des biens assurés pour compte d'un *tiers*, sauf s'il s'agit d'un bâtiment dont l'assuré ou une tierce personne est occupant ou locataire ;
- les nus-propriétaires et usufruitiers s'ils sont assurés conjointement par le présent contrat ;
- les copropriétaires assurés conjointement par le présent contrat ;
- les personnes au service du *preneur d'assurance* (en ce compris les mandataires et associés) et les personnes vivant à leur foyer ;
- les régies et fournisseurs d'électricité, eau, gaz ou autres commodités dans la mesure où le *preneur d'assurance* a dû abandonner son recours à leur égard ;
- le bailleur lorsque l'abandon de recours est prévu au bail ;
- le locataire lorsque l'abandon de recours est prévu aux conditions particulières.

L'abandon de recours ne sort pas ses effets :

- en cas de malveillance ;
- dans la mesure où le responsable est couvert par une assurance de responsabilité ;
- pour autant que le responsable puisse lui-même exercer un recours contre tout autre responsable.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Dans ce chapitre il faut entendre par la « Loi », la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Article 45 - Prise d'effet et durée du contrat

Les garanties prennent effet à zéro heure à la date mentionnée dans les conditions particulières.

La durée du contrat est d'un an. Celui-ci est reconduit tacitement pour des périodes consécutives d'un an, sauf si une des parties le résilie par envoi recommandé, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé au moins trois mois avant la fin de la période en cours. Ce délai de trois mois est réduit à deux mois pour le preneur d'assurance lorsque le contrat porte sur un risque simple au sens de la législation.

Article 46 - Obligation d'information du preneur d'assurance

Le *preneur d'assurance* a l'obligation, aussi bien lors de la conclusion du contrat que pendant la durée de celui-ci, de déclarer le risque de façon correcte et complète à la *compagnie*.

Le *preneur d'assurance* doit, au cours du contrat, déclarer les éléments qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque.

Le non-respect de ces obligations peut conduire à une réduction de l'intervention de la *compagnie* en cas de *sinistre*, et même à un refus d'intervention, ceci conformément aux stipulations de la *Loi*.

Article 47 - Paiement de la prime

La prime, taxes et frais compris, est payable par anticipation et exigible à la date d'échéance.

Si la prime est payée d'une façon fractionnée (mensuelle, trimestrielle, semestrielle), en cas de non-paiement de la prime fractionnée, l'entière de la prime due jusqu'à la prochaine échéance annuelle deviendra immédiatement exigible.

En cas de non-paiement de la prime, la *compagnie* met le *preneur d'assurance* en demeure par lettre recommandée. A l'expiration d'un délai de quinze jours suivant la signification de la lettre recommandée qui rappelle l'obligation de payer, la garantie est suspendue ou le contrat résilié selon les termes de la mise en demeure. En cas de *suspension*, le paiement par le *preneur d'assurance* des primes échues, taxes et frais compris, met fin à cette *suspension*.

En cas de non-paiement de la prime, la *compagnie* est en droit de réclamer l'indemnité suivante afin de couvrir de manière forfaitaire d'une part, les intérêts de retard de la dette et d'autre part, tous les coûts du recouvrement amiable de la dette impayée :

- 20 EUR si le montant restant dû est inférieur ou égal à 150 EUR ;
- 30 EUR si le montant restant dû est compris entre 150,01 et 500 EUR ;
- 65 EUR si le montant restant dû est supérieur à 500 EUR.

Ces montants sont susceptibles d'être indexés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation pour autant qu'un arrêté royal soit pris en ce sens.

Article 48 - Modification des conditions tarifaires

Lorsque la *compagnie* modifie son tarif, elle applique cette modification à la première échéance annuelle suivante. La *compagnie* avertit le *preneur d'assurance* au moins quatre mois avant l'échéance annuelle du contrat, à moins que lors d'une notification ultérieure, le droit lui soit encore accordé de résilier le contrat dans un délai de trois mois au moins à compter du jour de cette notification.

Lorsque la *compagnie* avertit le *preneur d'assurance* au moins quatre mois avant l'échéance annuelle, celui-ci peut résilier le contrat dans les 30 jours de la notification de l'adaptation. De ce fait, le contrat prend fin à l'échéance annuelle suivante.

Cette faculté de résiliation n'existe pas lorsque la modification du tarif résulte d'une opération d'adaptation générale imposée par les autorités compétentes et qui, dans son application, est uniforme pour toutes les compagnies.

Article 49 - Inopposabilité de certaines actions

Toute reconnaissance de responsabilité, toute transaction, toute fixation de dommages, toute promesse d'indemnisation ou tout paiement fait par l'assuré sans autorisation écrite de la *compagnie* lui sont inopposables.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

L'aveu de la matérialité des faits ou la prise en charge par l'*assuré* des premiers secours pécuniaires ou des soins médicaux ne peuvent constituer une cause de refus de garantie par la *compagnie*.

Article 50 - Engagements pris par l'intermédiaire

Les engagements pris par l'intermédiaire ne sont pas opposables à la *compagnie* s'ils ne figurent pas dans ce contrat. Aucune ajout, modification au texte ou dérogation aux conditions ne sera valable si elle n'a pas été validée par la *compagnie*.

Article 51 – Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié en totalité ou en partie :

Par le *preneur d'assurance* :

- pour la fin de chaque période d'assurance conformément à l'article 45 ;
- dans les conditions de l'article 45, lorsqu'un délai de plus d'un an s'écoule entre la date de conclusion du contrat et celle de sa prise d'effet ;
- lorsque la *compagnie* réduit ou résilie une (ou plusieurs) garantie(s) ;
- après chaque déclaration de *sinistre* mais au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité. La résiliation prend effet 3 mois après sa notification ;
- en cas de diminution du risque, conformément à la *Loi* ;
- en cas de décès du *preneur d'assurance*, conformément à la *Loi* ;
- en cas de modifications du tarif, conformément à l'article 48 ;
- à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la prise de cours du contrat d'assurance. Ce droit n'existe que pour les *preneurs d'assurance* qui ont la qualité de consommateurs au sens de l'article I.1, 2° du Code de droit économique.

Par la *compagnie* :

- pour la fin de chaque période d'assurance et conformément à l'article 45 ;
- dans les conditions de l'article 45, lorsqu'un délai de plus d'un an s'écoule entre la date de conclusion du contrat et celle de sa prise d'effet ;
- lorsque le *preneur d'assurance* n'accepte pas la modification du contrat en cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelles dans la description du risque ;
- en cas de non-paiement de la prime, conformément à l'article 47 ;
- en cas de faillite du *preneur d'assurance* ;
- en cas de décès du *preneur d'assurance*, conformément à la *Loi* ;
- après chaque déclaration de *sinistre* mais au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité. La résiliation prend effet 3 mois après sa notification.

La résiliation du contrat se fait par envoi recommandé, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Si l'envoi recommandé est envoyé par voie électronique, il doit s'agir d'un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Sauf dans les cas visés aux articles 45, 47, 51. 8^{ème} tiret ainsi que dans le cas d'une résiliation après *sinistre*, la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la signification ou du lendemain de la date du récépissé ou, dans le cas d'un envoi recommandé, à compter du lendemain de son dépôt.

Dans le cas de la résiliation par le *preneur d'assurance* prévue à l'article 51. 8^{ème} tiret, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de deux mois à compter du lendemain de la signification ou du lendemain de la date du récépissé ou, dans le cas d'un envoi recommandé, à compter du lendemain de son dépôt.

La portion de prime correspondant à la période postérieure à la date de prise d'effet de la résiliation est remboursée dans les 15 jours à dater de la prise d'effet de la résiliation.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Article 52 - Hiérarchie des dispositions du contrat

Les conditions particulières complètent les conditions générales et les remplacent en cas de contradiction.

Article 53 - Domicile, communications et notifications

Les communications et les notifications destinées à la *compagnie* doivent être faites à l'un de ses sièges d'exploitation en Belgique ou à toute autre personne désignée à ces fins dans les conditions particulières. Toutes communications et notifications destinées au *preneur d'assurance*, héritiers ou ayants droit sont valablement faites à la dernière adresse connue par la *compagnie*.

Article 54 - Législation d'application et juridiction compétente

Ce contrat est régi par la législation belge.

Seules les instances judiciaires belges sont compétentes pour les litiges relatifs à ce contrat.

Article 55 - Transfert de propriété, décès et faillite

55.1. Transfert de propriété des biens assurés

Pour les biens immeubles, la garantie prend fin de plein droit trois mois après la date de passation de l'acte authentique, sauf si elle prend fin préalablement. Jusqu'à l'expiration de cette période de trois mois, la garantie est également acquise au cessionnaire pour autant qu'il abandonne son recours contre le cédant.

Pour les biens meubles, la garantie prend fin de plein droit à la date du transfert de propriété.

55.2. Décès du *preneur d'assurance*

Les droits et obligations nés de ce contrat d'assurance sont transmis au nouveau titulaire(s) de l'intérêt assuré.

55.3. Faillite du *preneur d'assurance*

Le contrat subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice envers la *compagnie* du montant des primes à échoir à partir de la déclaration de faillite.

CHAPITRE IX – COASSURANCE

- A. Lorsque plusieurs compagnies sont parties au présent contrat, un apériteur est désigné dans les conditions particulières. A défaut la première compagnie citée dans la liste des coassureurs agit en qualité d'apériteur.
- B. 1) L'assurance est souscrite par chaque compagnie pour sa part et sans solidarité financière, aux mêmes clauses et conditions que celles d'application entre l'apériteur et le *preneur d'assurance*.
Le montant de prévision se répartit entre les compagnies dans les mêmes proportions que les montants assurés. Lorsque les augmentations des montants assurés dépassent le montant de prévision, l'excédent n'est assuré qu'après accord de chacun des coassureurs, nonobstant la procuration donnée à l'apériteur visée au paragraphe C. 4).
- 2) Les coassureurs étrangers élisent domicile en leur siège en Belgique ou, à défaut, à l'adresse qu'ils indiquent dans le contrat. Ils reconnaissent la compétence de la juridiction arbitrale prévue à l'article 60 ainsi que celle des juridictions belges.
- C. 1) Le contrat est signé par toutes les parties en cause et dressé en deux exemplaires qui sont destinés : l'un au *preneur d'assurance* et l'autre à l'apériteur, qui détient l'exemplaire formant le titre des coassureurs.
- 2) L'apériteur remet une copie du contrat à chacun des autres coassureurs qui reconnaît l'avoir reçue par la seule signature de celui-ci.
- 3) L'apériteur est réputé mandataire des autres coassureurs pour recevoir les déclarations prévues par le contrat. L'assuré peut lui adresser toutes les significations et notifications sauf celles relatives à une action en justice intentée contre les autres coassureurs. L'apériteur en informe les coassureurs sans délai.
- 4) L'apériteur reçoit procuration de la part des autres coassureurs pour la signature de tous avenants et pour proposer au *preneur d'assurance* les modifications au contrat dans le cadre de l'application de l'article 46. Le *preneur d'assurance* s'interdit d'exiger la signature des avenants par les autres coassureurs.
- 5) L'apériteur reçoit l'avis de *sinistre* et en informe les autres coassureurs. Il fait les diligences requises en vue du règlement des *sinistres* et choisit, à cette fin, l'expert des coassureurs, sans préjudice toutefois du droit de chacun d'eux de faire suivre l'expertise par un mandataire de son choix.
- D. L'apériteur doit sans délai déclarer aux autres coassureurs, toute résiliation ou modification de sa part. Ces coassureurs doivent agir de même vis-à-vis de l'apériteur.
- E. En cas de résiliation ou de réduction de la part de l'apériteur, les autres coassureurs disposent d'un délai d'un mois à partir de cette résiliation ou réduction pour résilier ou modifier leur part. La résiliation par les autres coassureurs prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification, sans que la date d'effet ne puisse être antérieure à celle qui est applicable pour la part de l'apériteur.
- F. En cas de résiliation de la part de l'apériteur, le *preneur d'assurance* dispose d'un délai d'un mois à partir de la notification de la résiliation pour résilier lui-même l'ensemble du contrat.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

LEXIQUE

ACCÈS PRIVÉS

Tous les accès au bâtiment désigné pour autant qu'ils n'appartiennent pas à une autorité publique.

ACTE DE TERRORISME

Un acte reconnu comme tel en vertu de l'article 5 de la loi du 3 mai 2024 relative à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme.

ANIMAUX DOMESTIQUES

Animaux dits de compagnie dont l'espèce est depuis longtemps apprivoisée et que l'assuré, à des fins privées, garde et soigne à l'intérieur ou près de son foyer pour leur utilité (par exemple petit bétail) ou leur agrément (par exemple chiens, chats, poissons, hamsters, chevaux, poneys...). Les reptiles, les insectes et les animaux sauvages ne sont pas considérés comme assuré.

ANNEXE

Un bâtiment attenant au *bâtiment principal* ou à l'*habitation*.

ASSURÉ(S)

La personne physique ou morale qui bénéficie de la garantie.

Il s'agit :

- du *preneur d'assurance*;
- des personnes vivant à son foyer;
- de leur personnel dans l'exercice de leurs fonctions;
- des mandataires et associés du *preneur d'assurance* dans l'exercice de leurs fonctions;
- des *hôtes du preneur d'assurance*;
- de toute autre personne mentionnée comme assurés aux conditions particulières.

ATTENTATS

Toute forme d'émeute, mouvement populaire ou terrorisme.

BAISSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

La différence entre :

- le *chiffre d'affaires* prévu durant la *période d'indemnisation* dans l'hypothèse où le *sinistre* ne serait pas produit, toutes les circonstances ayant une influence sur ce *chiffre d'affaires* étant prise en compte, et
- le *chiffre d'affaires* enregistré au cours de cette même période par l'entreprise même ou pour son compte, au sein de l'entreprise assurée ou ailleurs.

BÂTIMENT IRRÉGULIÈREMENT OCCUPÉ

Voir « Occupation irrégulière »

BÂTIMENT PRINCIPAL

Bâtiment, ou partie de bâtiment, dans lequel est exercée l'activité définie aux conditions particulières.

BIJOUX

Petits objets façonnés (y compris les montres), servant de parure, entièrement ou partiellement en métal précieux (entre autres : or, argent ou platine) ou contenant soit une ou plusieurs pierres (semi-) précieuses, soit une ou plusieurs perles

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

naturelles ou d'élevage. Toutes les montres ayant une valeur catalogue de plus de 2.000 EUR sont également considérées comme des *bijoux*.

CARPORT

Emplacement de voiture sous toit indépendant, bâti en matériaux dont le poids n'est pas inférieur à 6 kg par m².

CAVES

Dans le cadre de la garantie « Catastrophes naturelles », il faut entendre par « cave » tout local dont le sol est situé à plus de 50 cm sous le niveau de l'entrée principale vers les pièces d'*habitation* du bâtiment qui le contient, à l'exception des locaux aménagés de façon permanente en pièces d'*habitation* ou pour l'exercice d'une profession.

CHARGES D'EXPLOITATION

Total du coût des :

- approvisionnements et marchandises (60)* ;
- services et biens divers (61)* ;
- rémunérations, charges sociales et pensions (62)* ;
- amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges (63)* ;
- autres charges d'exploitation (64)*.

Les règles d'évaluation sont censées être constantes sur les différentes périodes.

* Les chiffres renvoient au plan comptable minimum normalisé.

CHIFFRE D'AFFAIRES (70)*

Total des ventes de produits et de biens et prestations de services en faveur de *tiers* dans le cadre de l'activité assuré, sous déduction des réductions accordées (remises, ristournes, rabais) sur le prix de vente.

Ce montant ne comprend ni la TVA, ni un autre impôt quelconque directement lié au *chiffre d'affaires* (des exceptions spécifiques pour le secteur d'activité sont définies aux conditions particulières).

* Le chiffre renvoie au plan comptable minimum normalisé.

COLLECTION(S)

Réunion d'objets présentant une unité et choisis pour leur beauté, leur rareté, leur caractère curieux ou leur valeur documentaire (= valeur en tant que preuve ou valeur historique). Exemples : timbres, armes, disques, livres anciens et originaux, faïence et porcelaine anciennes, argenterie ancienne, cristaux, tableaux...

COMPAGNIE

P&V Assurances SC, Rue Royale, 151, 1210 Bruxelles, entreprise d'assurances agréée sous le numéro de code 0058.

CONFLITS DU TRAVAIL

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations de travail, en ce compris la grève et le *lock-out*.

DÉBORDEMENT OU REFOULEMENT DES ÉGOUTS PUBLICS

Occasionné par des crues, des précipitations atmosphériques, une *tempête*, une fonte des neiges ou de la glace ou une *inondation*.

DEPENDANCE

Un bâtiment non attenant au *bâtiment principal* ou à l'*habitation*.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

DONNÉES

Les données susceptibles d'être lues, traitées ou exécutées par une installation de traitement d'informations à l'aide du software.

ECHÉANCE

Date à laquelle le *preneur d'assurance* s'engage à payer la prime pour reconduire les garanties de son contrat.

EMEUTE

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public, sans qu'il soit cherché pour autant à renverser les pouvoirs publics établis.

ENSEIGNES ET ENSEIGNES LUMINEUSES

Panneaux, enseignes et enseignes lumineuses fixées à une façade, au toit ou à un poteau. Dans ce dernier cas, le poteau doit être ancré dans le sol (béton) ou à des fondations. Les panneaux et enseignes doivent être faits de matériaux durs (bois, métal, verre, donc pas de drapeaux ou de tissus).

FOYER

Lieu où l'on fait du feu.

FRAIS PERMANENTS

Frais qui ne sont pas variables et qui ne présentent pas un caractère exceptionnel.

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES

Les frais raisonnablement exposés suite à un *sinistre* couvert, moyennant l'accord de la *compagnie*, et qui ne relèvent pas de l'activité normale de l'entreprise.

FRAIS VARIABLES

Le total des approvisionnements et marchandises (60)* et autres charges variables, lesquelles augmentent ou baissent en proportion d'un accroissement ou d'une *baisse du chiffre d'affaires*.

* Le chiffre renvoie au plan comptable minimum normalisé.

GLISSEMENT OU AFFAISSEMENT DE TERRAIN

Mouvement d'une masse importante de terrain qui détruit ou endommage des biens, dû en tout ou en partie à un phénomène naturel autre qu'un *tremblement de terre* ou une *inondation*.

GRAFFITI

Inscriptions ou dessins tracés sur le bâtiment assuré à l'aide de bombes aérosol, brosses, marqueurs, pointes diamantées...

GRÈVE

Arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants.

HABITATION

Bâtiment aménagé dans lequel les assurés vivent habituellement.

HEURT

Contact bref et violent avec les biens assurés.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

HOTE(S)

Toute personne que l'assuré accueille gracieusement dans son foyer pour une durée temporaire.

INDICE ABEX

Indice du coût de la construction, établi tous les six mois par l'Association Belge des Experts.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Indice des prix de consommation établi tous les mois par le Ministère des Affaires Economiques.

INONDATION(S)

- Tout débordement de cours d'eau, canaux, lacs, étangs ou mers, suite à des précipitations atmosphériques, à une fonte des neiges ou de glace, à une rupture de digues ou à un raz-de-marée, ainsi que les *glissements ou affaissements de terrain* qui en résultent ;
 - le ruissellement d'eau résultant du manque d'absorption du sol suite à des précipitations atmosphériques.
- Sont considérés comme un seul et même événement le débordement initial d'un cours d'eau, d'un canal, d'un lac, d'un étang ou d'une mer et tout débordement survenu dans un délai de 168 heures après la décrue, c'est-à-dire le retour de ce cours d'eau, ce canal, ce lac, cet étang ou cette mer dans ses limites habituelles, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement.

INSTALLATION(S) HYDRAULIQUE(S)

L'ensemble des canalisations, fixes et permanentes, d'amenée et d'évacuation des eaux ménagères, sanitaires, pluviales ou de chauffage, en ce compris les appareils qui y sont raccordés (alimentation et évacuation).

JARDIN

Ensemble des végétaux à usage privé en pleine terre (pelouse, fleurs, arbustes, arbres, légumes, ...).

LOCK-OUT

Fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un *conflit du travail*.

LOI

La loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

MAZOUT

L'huile pour chauffer les locaux assurés.

MATÉRIAUX LÉGERS

Bois, plaques d'agglomère ou matériaux similaires, papier asphalté, matériaux plastiques et tout autre matériau dont le poids au m² est inférieur à 6 kg.

MEUBLES DE JARDIN

Ensemble des tables, chaises, fauteuils et bancs à l'exclusion des accessoires (tels que : décorations de *jardin*, coussins, parasols, etc.)

MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux.

OBJET

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

Chaque élément du contenu, par exemple chaque fauteuil ou divan faisant partie d'un salon, chaque chaise ou table faisant partie d'une salle à manger.

OCCUPATION IRRÉGULIÈRE (BÂTIMENT IRRÉGULIÈREMENT OCCUPÉ)

Occupation d'un bâtiment ne correspondant pas aux critères d'occupation régulière.

OCCUPATION RÉGULIÈRE (BÂTIMENT RÉGULIÈREMENT OCCUPÉ)

Un bâtiment est régulièrement occupé lorsqu'un assuré y réside chaque nuit. Par période de douze mois, une inoccupation de 90 nuits, dont au maximum 60 consécutives, est admise.

PÉRIODE D'INDEMNISATION

Partie de la période de garantie durant laquelle le résultat d'exploitation reste influencé par le *sinistre*. La *période d'indemnisation* ne peut jamais dépasser la période de garantie.

POLLUTION ENVIRONNEMENTALE

Toute altération d'organismes vivants ou de biens inertes par des substances solides, liquides ou gazeuses transmises par l'air, les eaux ou le sol. Dans le cadre de l'article 24 « Responsabilité civile bâtiment », on entend également par pollution environnementale, le bruit, les odeurs, la température, les vibrations et les radiations.

PRENEUR D'ASSURANCE

La personne physique ou morale qui conclut le contrat

PREMIER RISQUE (ASSURANCE AU)

Les dommages seront indemnisés sans application de la règle proportionnelle et jusqu'à concurrence du montant assuré.

PRESSIION DE LA NEIGE ET DE LA GLACE

Pression externe exercée par un amoncellement anormal de neige ou de glace, par la chute, le glissement ou le déplacement d'une masse compacte de neige ou de glace

RATIO D'EXPLOITATION

La proportion entre :

- le chiffre d'affaires moins les frais variables,
- et
- le chiffre d'affaires

RESPONSABILITE D'OCCUPANT

La responsabilité qui incombe aux occupants d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment en vertu de l'article 1302.

RESPONSABILITE LOCATIVE

La responsabilité qui incombe au locataire d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment en vertu des articles 1732, 1733 et 1735.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

La différence entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation.

SINISTRE

Tous les dommages, indemnisables selon les conditions générales et particulières, causés à l'occasion d'un même fait dommageable. En matière de Protection Juridique Habitation, forment un seul et même *sinistre* :

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

- l'ensemble des poursuites civiles ou pénales résultant d'un même événement;
- l'ensemble des recours amiables ou judiciaires résultant d'un même fait dommageable.

En cas de *tempête*, tous les dégâts survenus dans les 48 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages constituent un seul et même *sinistre*.

SOFTWARE

- Logiciel officiellement obtenu par licence, dont l'utilisation est autorisée, dont le développement est achevé et pour lequel il a été établi sur la base d'essais qu'il peut être appliqué sans le moindre problème.
- Logiciel développé ou adapté sur base individuelle, à la demande de et/ou par l'utilisateur lui-même, dont le développement est achevé et pour lequel il a été établi, sur la base d'essais, qu'il peut être appliqué sans le moindre problème.

SUPPORTS D'INFORMATION

Moyens de transfert des informations. Disques, disquettes, disques durs, CD Roms, bandes ou cassettes magnétiques, etc.

SUSPENSION

Période pendant laquelle la garantie de la *compagnie* cesse temporairement de s'appliquer à un ou plusieurs risques.

TEMPÊTE

L'action directe du vent qui atteint une vitesse de pointe d'au moins 80 km/h à la station de l'I.R.M. (institut royal météorologique) la plus proche, ou qui, dans un rayon de 10 km autour du bâtiment assuré, endommage des constructions assurables (aux termes des conditions générales) ou d'autres biens présentant une résistance au vent équivalente. Tous les dégâts de *tempête* survenus dans les 48 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages causés par la *tempête* constituent un seul et même *sinistre*.

TERRORISME

Une action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

TIERS

Toutes les personnes autres que l'assuré.

Dans le cadre de l'article 24 « Responsabilité civile bâtiment » de l'article 25 « Recours des *Tiers* » les *hôtes* sont considérés comme des *tiers*.

TREMBLEMENT DE TERRE

Tout séisme d'origine naturelle :

- enregistré avec une magnitude minimale de quatre degrés sur l'échelle de Richter ;
ou
- qui détruit, brise ou endommage des biens assurables contre ce péril dans un rayon de 10 km autour du bâtiment désigné.

Ainsi que les *inondations*, les *débordements* ou *refoulements d'égouts publics*, les *glissements* ou *affaissements de terrain* qui en résultent.

Sont considérés comme un seul et même *tremblement de terre* le séisme initial et ses répliques survenues dans les 72 heures, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement.

VALEUR AGREEE

La valeur de l'objet à assurer, fixée conventionnellement.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

VALEUR À NEUF

Le prix que l'on doit payer pour reconstruire le bâtiment à l'état neuf ou pour reconstituer le contenu à l'état neuf.

VALEUR D'ACHAT

Le prix qui doit être payé, le jour du *sinistre*, pour l'achat d'un bien dans les circonstances normales sur le marché national.

VALEUR DE RECONSTITUTION MATÉRIELLE

Le coût nécessaire à la reproduction du bien, frais de recherche et d'étude non compris.

VALEUR DE REMPLACEMENT

Le prix d'achat d'un bien similaire (de même âge et de même état) dans des circonstances normales sur le marché national.

VALEUR DU JOUR

La valeur du bien sur le marché ou à la Bourse, c'est-à-dire le dernier cours officiel du jour qui précède le jour du *sinistre*.

VALEUR RÉELLE

La *valeur à neuf* sous déduction de la *vétusté*.

VALEUR VÉNALE

Le prix qui peut être obtenu d'un bien lors de sa vente par l'assuré dans les circonstances normales sur le marché national.

VALEURS

Lingots de métaux précieux, pierres précieuses non montées, perles, pièces de monnaie, cartes proton, billets de banque, chèques-repas, chèques-cadeau, éco-chèques, timbres, chèques libellés, reconnaissances de dettes, lettres de change, titres d'actions, obligations et autres papiers de valeur.

VANDALISME

Domages consécutifs à un acte commis par une personne et dont il est prouvé à suffisance qu'il a été commis dans le seul but de nuire.

VÉTUSTÉ

Réduction de la valeur d'un bien en fonction de son âge, de son usage, de la fréquence et de la qualité de son entretien.

VOL ET VANDALISME DU CONTENU AU PREMIER RISQUE

Garantie vol et vandalisme accordée à concurrence du montant assuré en contenu qui est indiqué aux conditions particulières, sans application de la règle proportionnelle.

VOL ET VANDALISME DU CONTENU EN VALEUR PARTIELLE

Garantie vol et vandalisme accordée à concurrence d'un pourcentage du montant assuré en contenu qui est indiqué aux conditions particulières, avec application éventuelle de la règle proportionnelle.

VOL ET VANDALISME DU CONTENU EN VALEUR TOTALE

Garantie vol et vandalisme accordée à concurrence du montant assuré en contenu qui est indiqué aux conditions particulières, avec application éventuelle de la règle proportionnelle.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be

DISPOSITIONS LÉGALES

Règlement général sur la protection des données

La *compagnie* s'engage, en qualité de responsable du traitement, à traiter les données à caractère personnel en conformité avec la réglementation en matière de vie privée en vigueur. Plus de précisions à ce propos se trouvent dans la brochure client de la *compagnie* ou sur le site <https://www.vivium.be/privacy>

Datassur

Toute escroquerie ou tentative d'escroquerie envers la *compagnie* entraîne non seulement la résiliation du contrat d'assurance, mais fait également l'objet de poursuites pénales sur la base de l'article 496 du Code pénal. En outre, l'intéressé est repris dans le fichier du groupe d'intérêt économique Datassur, qui comporte tous les risques spécialement suivis par les assureurs qui y sont affiliés.

Le *preneur d'assurance* donne par la présente son consentement à la communication par l'entreprise d'assurances VIVIUM Assurances au GIE Datassur, des données à caractère personnel pertinentes dans le cadre exclusif de l'appréciation des risques et de la gestion des contrats et des *sinistres* y relatifs. Toute personne justifiant de son identité a le droit de s'adresser à Datassur afin de vérifier les données la concernant et d'en obtenir, le cas échéant, la rectification. Pour exercer ce droit, la personne concernée adresse une demande datée et signée accompagnée d'une copie de sa carte d'identité à l'adresse suivante : Datassur, service fichiers, 29 square de Meeûs à 1000 Bruxelles.

Plaintes

Pour toute plainte relative à ce contrat, le *preneur d'assurance* peut s'adresser :

- en première instance :
au service Gestion des Plaintes de VIVIUM, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles, e-mail : plainte@vivium.be.
Ou, si la plainte est relative à la garantie Protection juridique, au service Gestion des plaintes d'Arces, route des Canons 2B, 5000 Namur, fax 32 81 74 49 17, E-mail : gestiondesplaintes@arces.be.
- en appel :
à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles, www.ombudsman-insurance.be

Cette possibilité n'exclut pas celle d'entamer une procédure judiciaire.

Vivium est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.vivium.be – Email : info@vivium.be